

Notre place.
Notre temps.



RAPPORT DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2003

Au cours de l'exercice précédent, nous avons augmenté notre clientèle des services cellulaires de 13,2 % grâce au travail d'employés d'Aliant comme Shawn Amirault, directeur de la publicité et de la rétention des clients.
(voir page 9)

Hausse de 4 % du résultat par action; rachat d'actions prévu



Nous avons réalisé de nombreux exploits au deuxième trimestre. Nous avons vendu plusieurs sociétés qui ne faisaient pas partie de nos activités de télécommunications principales. Nous nous sommes ouverts aux possibilités futures de création de valeur dans notre secteur de TI. Nous avons pris des décisions quant à la meilleure façon d'utiliser les liquidités dont nous n'avons pas besoin à l'heure actuelle pour nos activités. Et nous avons accompli tout cela tout en affichant un rendement financier solide.

Hausse de 4,4 % du résultat par action

Au deuxième trimestre, les produits consolidés provenant des activités poursuivies ont été de 665,5 millions de dollars, en hausse de 1,9 % par rapport aux 653,3 millions de dollars enregistrés au même trimestre au dernier exercice. Le bénéfice net et le résultat par action provenant des activités poursuivies pour le trimestre ont représenté 65,3 millions de dollars et 0,47 \$ respectivement. Le bénéfice net provenant des activités poursuivies s'est accru de 4,5 % et le résultat par action, de 4,4 % en regard de la période correspondante à l'exercice précédent, exclusion faite au trimestre de l'exercice précédent de 36,0 millions de dollars du bénéfice net, ou 0,26 \$ l'action, découlant surtout des gains de dilution et de change.

Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités poursuivies pour le deuxième trimestre se sont élevés à 102,5 millions de dollars, soit 22,0 millions de dollars de plus qu'au même trimestre en 2002, portant le total depuis le début de l'exercice à 262,4 millions de dollars, en hausse de 190,0 millions de dollars par rapport au premier semestre du dernier exercice. Cette augmentation importante des flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation

depuis le début de l'exercice inclut 55,0 millions de dollars de réclamations d'impôts reçus, une réduction de 65,9 millions de dollars des dépenses en capital et 30,0 millions de dollars résultant d'une gestion plus rigoureuse du fonds de roulement.

Ventes d'activités secondaires

Au cours du deuxième trimestre, nous avons vendu notre participation dans iMagicTV à Alcatel et notre participation dans Prexar, fournisseur de services Internet établi dans le Maine, à United System Access. AMI Offshore a conclu une entente avec Rutter Technologies pour la vente de deux de ses sociétés, NewTech Instruments et SEA Systems.

Des changements à xwave permettent des économies annuelles de 20 millions de dollars

Au cours du trimestre, nous avons continué notre quête d'un partenaire commercial et acheteur pour xwave, notre entreprise en technologies de l'information, en nous fondant sur quatre critères que nous croyons nécessaires pour assurer le succès de toutes les parties intéressées :

- 1) un prix représentant la valeur intégrale;
- 2) un partenaire apte à commercialiser des produits et servir nos clients en technologies de l'information et en télécommunications;
- 3) un environnement offrant des possibilités de croissance personnelle et de perfectionnement professionnel aux employés de xwave;
- 4) un partenaire apte à répondre à nos besoins en technologies de l'information.

Après de longs pourparlers avec un certain nombre de sociétés et une analyse exhaustive de nos options, nous avons conclu qu'il serait le plus avantageux pour nos clients, nos employés et nos actionnaires de maintenir xwave dans la famille Aliant. En prenant notre décision, nous avons reconnu la nécessité

2

Points saillants financiers¹

(en millions de dollars, sauf les montants par action)

| | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|--|---------------------------------|----------|--------------------------------|------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| Produits d'exploitation | 665,5 \$ | 653,3 \$ | 1 308,6 \$ | 1 279,2 \$ |
| Bénéfice net applicable aux actions ordinaires | 65,3 \$ | 98,5 \$ | 106,4 \$ | 151,4 \$ |
| Flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation ² | 102,5 \$ | 22,0 \$ | 262,4 \$ | 71,8 \$ |
| Résultat par action ordinaire moyenne (de base) | 0,47 \$ | 0,71 \$ | 0,77 \$ | 1,09 \$ |

¹ Les points saillants financiers reflètent les résultats des activités poursuivies.

² Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation sont définis comme les espèces et quasi-espèces liées aux activités poursuivies, moins les investissements en capital

de réaménager la structure organisationnelle de xwave et de revoir le modèle de gestion. Le nouveau modèle doit refléter les réalités du milieu d'affaires actuel. Au cours des quelques semaines qui se sont écoulées depuis, nous avons pris les premières mesures nécessaires pour aider xwave à fonctionner de façon plus efficace et rentable, notamment en créant un nouveau modèle d'exploitation régionale rationalisé, une structure de gestion plus petite et plus condensée, et une structure de soutien allégée qui partagera de plus en plus ses ressources avec les sociétés membres d'Aliant. Nous réduisons la taille de l'effectif chez xwave d'environ 10 %. Au cours du troisième trimestre, nous inscrivons une imputation de 15,5 millions de dollars pour couvrir les coûts de réorganisation qui se traduira par des bénéfices avant impôts annuels d'environ 20,0 millions de dollars.

À mesure que nous continuons de développer nos gammes de technologies et de services, nous regrouperons les compétences en matière de TI et nos réseaux afin d'offrir aux clients une voie d'accès au progrès technologique et à l'avancement des applications qui englobe des services et des solutions fondées sur les TI. Nous miserons sur nos services axés sur les TI dans nos services de télécommunications traditionnels pour créer une solution technologique unique pour nos clients.

Collaborer avec le législateur

Le secteur des télécommunications continue d'œuvrer dans un cadre réglementaire difficile. Nous avons collaboré avec le CRTC pour nous assurer que ses représentants comprennent notre désir d'offrir à nos clients les produits et services qu'ils veulent, au prix qu'ils sont disposés à payer. Nous avons aussi veillé à ce que le CRTC tienne compte de trois points clés lorsqu'il prend des décisions se rapportant au marché du Canada atlantique :

- 1) le marché du Canada atlantique est déjà très concurrentiel;
- 2) la complexité et le coût de l'exploitation dans une région où la population est disséminée et largement rurale sont élevés;
- 3) notre aptitude à planifier les investissements en capital futurs dépend de notre compréhension de la définition par le CRTC de l'état final du marché.

Rachat d'actions

Pour respecter notre engagement d'améliorer la valeur pour les actionnaires, nous avons l'intention d'acheter jusqu'à 6 925 000, ou 5 %, de nos actions ordinaires émises. Nous sommes d'avis que le fait que nous rachetions nos actions est avantageux pour nos actionnaires et représente le meilleur moyen d'utiliser les liquidités dont nous n'avons pas besoin à l'heure actuelle pour nos activités. Le régime de rachat, qui exige l'approbation de la Bourse de Toronto, nous permettra d'acheter des actions sur le marché libre du 6 août 2003 au 5 août 2004. Toutes les

La vigueur de nos activités et la stabilité financière que nous avons prudemment établies au cours des 18 derniers mois nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Nous sommes bien positionnés pour exploiter les possibilités que ne manqueront pas de nous offrir les nouvelles technologies.

actions acquises seront annulées. *(La Bourse de Toronto a approuvé le régime après le rédaction du présent message.)*

Le régime de rachat d'actions s'ajoute à un régime de rachat récemment terminé, conclu le 21 juillet, qui a donné lieu à l'achat de 1 600 000 actions ordinaires à un prix moyen de 27,65 \$ l'action.

Dividendes déclarés

Notre conseil d'administration a déclaré un dividende sur actions ordinaires de 0,275 \$ l'action ordinaire, payable le 30 septembre 2003 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2003. Le conseil a aussi déclaré un dividende sur actions privilégiées de 0,340625 \$ l'action privilégiée, payable le 30 septembre 2003 aux actionnaires inscrits le 15 septembre 2003.

Perspectives

La vigueur de nos activités et la stabilité financière que nous avons prudemment établies au cours des 18 derniers mois nous permettent d'envisager l'avenir avec confiance. Nous sommes bien positionnés pour exploiter les possibilités que ne manqueront pas de nous offrir les nouvelles technologies, y compris les progrès stimulants comme le système vocal sur l'Internet qui permet de transmettre des signaux vocaux normaux par Internet. À mesure que les technologies IP se développent, nous nous concentrons sur la gestion des réseaux locaux et étendus, sur les ordinateurs de bureau et les serveurs et nous offrons une gamme complète d'applications de soutien pour aider à intégrer, gérer et simplifier le vaste éventail d'outils de télécommunications utilisés de nos jours. C'est une perspective enthousiasmante qui offre une valeur ajoutée importante à nos clients et représente une source potentielle de nouveaux produits d'exploitation pour notre société.



*Le président-directeur général,
Jay Forbes
le 24 juillet 2003*

Rapport de gestion

Le présent document constitue un rapport de gestion sur la situation financière et les résultats d'exploitation d'Aliant Inc. («Aliant» ou «la société») pour le deuxième trimestre et le premier semestre de 2003. Ce document doit être lu avec les états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés d'Aliant et les notes y afférentes pour la période terminée le 30 juin 2003 et avec les états financiers consolidés annuels vérifiés et le rapport de gestion de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

Le présent document contient certaines déclarations et informations sur des circonstances et des faits futurs éventuels. Ces déclarations et informations prospectives sont assorties d'une réserve en raison des risques et des incertitudes inhérents aux prévisions en général et elles peuvent différer considérablement des résultats réels futurs d'Aliant. Se reporter aux rubriques «Évaluation du risque consolidé» et «Déclarations prospectives» ci-après pour plus de détails sur les risques et incertitudes inhérents aux prévisions. Aliant décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser l'une ou l'autre de ces déclarations ou informations prospectives, que ce soit par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

La société définit et utilise certains termes qui ne sont pas des mesures du rendement financier selon les principes comptables généralement reconnus du Canada (PCGR du Canada) dans le but de fournir aux lecteurs des mesures additionnelles du

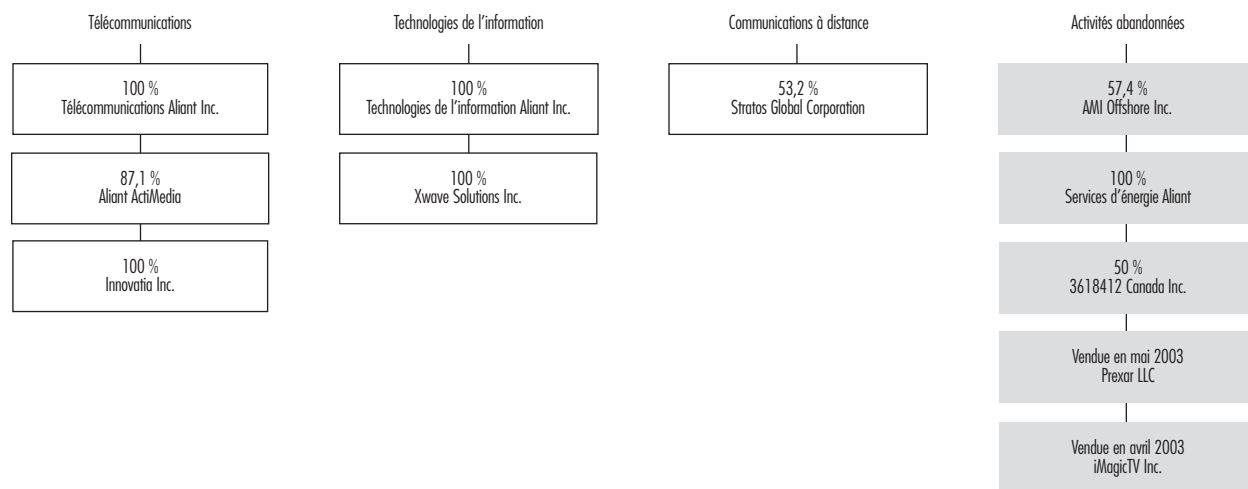
rendement financier de la société. Ces termes comprennent le BIIIA, les résultats normalisés par action ordinaire découlant des activités poursuivies, les flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation et le délai moyen de recouvrement. Ces termes ne possèdent pas de définition normalisée prescrite par les PCGR du Canada et, par conséquent, ne sont pas nécessairement comparables aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés.

APERÇU DE LA STRUCTURE JURIDIQUE ET DES ACTIVITÉS D'ALIAINT

Les activités d'Aliant Inc. («Aliant» ou «la société») ont été simplifiées au cours du premier semestre de 2003. Aliant compte dorénavant trois grands secteurs d'activités : Télécommunications, Technologies de l'information et Communications à distance.

L'organigramme ci-après reflète les secteurs d'activités de la société et les activités abandonnées, ainsi que les principaux partenariats ou entités commerciales dans chacun de ces secteurs pour le premier semestre de 2003. En outre, l'organigramme présente le pourcentage des actions ou des participations avec droit de vote actuellement détenues, directement ou indirectement, dans ces entités par Aliant. À la suite de désinvestissements récents, la structure est beaucoup plus rationalisée, simplifiée et davantage intégrée sur le plan des activités d'exploitation qu'auparavant.

Aliant Inc.



ACTIVITÉS DE LA SOCIÉTÉ

Aliant est une société de communications établie dans les provinces canadiennes de l'Atlantique qui mène diverses activités d'exploitation dans ses principaux secteurs d'activité. Le secteur Télécommunications offre une gamme complète de services de transmission de la voie et des données, notamment les services locaux, les services interurbains, les services Internet, ainsi que d'autres services tant sur les réseaux cablés que sans fil. Le secteur Technologies de l'information offre des solutions matérielles et des services de consultation à sa clientèle dans plusieurs secteurs et marchés géographiques, y compris au secteur Télécommunications. Le secteur Communications à distance offre des solutions de communications mobiles et à distance à une clientèle mondiale en combinant l'exploitation de ses propres installations satellites et à hyperfréquences et la distribution de services d'autres exploitants de réseaux.

DÉVELOPPEMENTS RÉCENTS

Jusqu'au 1^{er} janvier 2003, il existait un quatrième secteur, Activités en émergence. À cette date, Aliant a transféré Innovatia Inc. («Innovatia») de ce secteur vers les télécommunications aux fins des états financiers et de l'exploitation, et les autres sociétés de l'ancien secteur Activités en émergence ont été cédées pendant le deuxième trimestre ou sont en voie de l'être. En avril 2003, la participation de 29,3 % d'Aliant dans iMagicTV Inc. («iMagicTV») a été vendue et la vente de Prexar LLC («Prexar») a été conclue en mai 2003. À la fin de juin 2003, la vente de la participation de 57,4 % d'Aliant dans AMI Offshore Inc. («AMI») était en voie de réalisation. Ces entités sont maintenant classées comme activités abandonnées.

Les autres placements secondaires qu'Aliant est en voie de réduire ou de vendre comprennent les activités de Services d'énergie Aliant Inc. («SEA») et sa participation de 50 % dans la société 3618412 Canada Inc. («SableCom»). Par conséquent, ces entités sont dorénavant classées comme activités abandonnées.

Le 24 janvier 2003, Aliant a annoncé que la société se cherchait un partenaire et un acheteur pour son secteur Technologies de l'information, Xwave Solutions Inc. («xwave»). Pour que cette opération se réalise, Aliant a déterminé qu'il faudrait réunir les conditions suivantes :

- s'entendre quant au prix de l'opération représentant la valeur totale des activités de xwave;
- trouver un partenaire convenable qui prône l'approche globale pour servir les clients des technologies de l'information et des télécommunications;
- fournir un environnement qui favorise la croissance personnelle et professionnelle du personnel de xwave;
- travailler en partenariat avec le nouveau propriétaire pour satisfaire les exigences internes d'Aliant en matière de technologie de l'information.

Au cours de ce processus, Aliant a tenu des discussions avec plusieurs sociétés. Cependant, aucune n'était en mesure de

répondre aux conditions d'Aliant. La société a donc conclu qu'il était préférable pour ses clients, son personnel et ses actionnaires de conserver xwave, ce qu'elle a annoncé le 19 juin 2003.

En misant sur le savoir-faire, les connaissances et les compétences de xwave, Aliant prévoit améliorer sa position au sein du marché et contribuer à la croissance future d'Aliant et de l'économie des provinces atlantiques canadiennes. Un plan de restructuration officiel pour ce secteur sera mis en œuvre au cours du troisième trimestre.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION CONSOLIDÉS D'ALIAN INC.

Voici un rapport sur les résultats d'exploitation consolidés pour les périodes terminées le 30 juin 2003. Vous trouverez un rapport plus détaillé des éléments qui ont une incidence sur les bénéfices avant intérêts et impôts et amortissement (BAIIA)¹ à la rubrique Résultats d'exploitation par secteur d'activité.

Produits d'exploitation

Aliant a inscrit des produits d'exploitation consolidés de 1 308,6 millions de dollars pour le semestre terminé le 30 juin 2003, soit une hausse de 29,4 millions de dollars par rapport à la même période en 2002. Pour le deuxième trimestre de 2003, les produits ont atteint 665,5 millions de dollars, en hausse de 12,2 millions de dollars comparativement à la même période en 2002. En ce qui a trait aux résultats trimestriels, les produits des communications à distance ont connu une hausse de 22,7 millions de dollars en raison de l'obtention de nouveaux contrats et de la forte activité militaire au Moyen-Orient. En outre, le total des produits des télécommunications a connu une hausse de 4,3 millions de dollars du fait principalement de la croissance de la clientèle des services sans fil et Internet. Cependant, ces gains ont été contrebalancés par une baisse de 16,9 millions de dollars des produits des technologies de l'information en raison de piètres conditions économiques prévalant dans le secteur des technologies de l'information.

Coût des produits d'exploitation

Pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2003, le coût des produits d'exploitation est demeuré relativement inchangé par rapport aux mêmes périodes de 2002, la croissance des produits découlant principalement de services ayant une incidence minimale sur les coûts directs.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 36,8 millions de dollars pendant le semestre terminé le 30 juin 2003 et de 8,2 millions de dollars pendant le deuxième trimestre en regard des mêmes périodes en 2002. L'augmentation des charges de retraite des télécommunications a été de 9,2 millions de dollars pour le trimestre. En outre, l'augmentation des salaires, des avantages sociaux ainsi que des autres charges en raison des pressions inflationnistes, les coûts liés à la campagne de la marque Aliant et l'amortissement des commissions et subventions pour les services sans fil a

¹ Le BAIIA est défini par la société comme étant le bénéfice d'exploitation plus la dotation aux amortissements. Le BAIIA n'est pas une mesure de rendement financier en vertu des PCGR du Canada et n'est pas nécessairement comparable aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. La société a inclus l'information relative au BAIIA parce qu'elle estime que certains investisseurs s'en servent pour mesurer le rendement financier de la société. Le BAIIA ne doit pas être interprété comme étant une solution de rechange au bénéfice d'exploitation ou au flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation (comme établi selon les PCGR du Canada) pour mesurer la liquidité.

été en partie neutralisée par les résultats des gains à la productivité, les économies réalisées grâce à l'étroite relation de travail avec Bell, ainsi que les mesures de réduction des charges dans tous les secteurs.

Amortissement

La dotation aux amortissements a augmenté de 4,0 millions de dollars pendant le deuxième trimestre et de 6,8 millions de dollars pendant le premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2002. L'investissement effectué au cours des dernières années dans les services sans fil et à large bande, dont la durée est amortissable sur aussi peu que trois ans, en est la principale raison.

Autres bénéfiques (charges)

Les autres bénéfiques (charges) sont passés d'un bénéfice de 30,0 millions de dollars au deuxième trimestre de 2002 à des charges de 0,2 million de dollars pour la période correspondante de 2003, ce qui correspond à la majeure partie de la variation de 29,4 millions de dollars pour le premier semestre de 2003 par rapport à la même période de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2002, Aliant a réalisé un gain de dilution de 32,5 millions de dollars à la réduction de sa participation dans Stratos Global Corporation («Stratos»); ces

gains ne se sont pas reproduits pendant l'exercice en cours. Par ailleurs, une réduction de 5,6 millions de dollars sur les placements de portefeuille a été enregistrée, neutralisant en partie le gain de dilution de Stratos. Pour l'exercice en cours, les éléments principaux des autres bénéfiques (charges) sont surtout les intérêts créditeurs compensés par des charges diverses.

Gain de change

Un gain de change a été constaté relativement à Stratos au cours du premier semestre de 2002. Depuis le 1^{er} juillet 2002, Stratos, constitue une entité autonome, comme il en a été question à la rubrique Modifications de conventions comptables dans le rapport de gestion du rapport annuel de 2002 de la société. Ainsi, les gains et pertes de change ne sont plus constatés dans les résultats depuis cette date.

Intérêts débiteurs

Les intérêts débiteurs consolidés ont chuté de 6,0 millions de dollars au deuxième trimestre et de 12,3 millions de dollars au premier semestre par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette chute, soit 5,6 millions de dollars au deuxième trimestre et 11,5 millions de dollars au premier semestre, est principalement attribuable aux communications à distance pour laquelle une émission de 148,8 millions de

États consolidés des résultats

| (en milliers de dollars, sauf pour les montants par action) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|--|---------------------------------|------------|-------------|--------------------------------|--------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| Produits d'exploitation | 665 474 \$ | 653 272 \$ | 1,9 | 1 308 593 \$ | 1 279 165 \$ | 2,3 |
| Coûts des produits d'exploitation | 164 807 | 167 747 | (1,8) | 346 692 | 347 516 | (0,2) |
| Produits d'exploitation nets | 500 667 | 485 525 | 3,1 | 961 901 | 931 649 | 3,2 |
| Charges d'exploitation | 246 920 | 238 760 | 3,4 | 493 811 | 456 998 | 8,1 |
| BAlIA ¹ | 253 747 | 246 765 | 2,8 | 468 090 | 474 651 | (1,4) |
| Amortissement | 108 777 | 104 796 | 3,8 | 217 969 | 211 193 | 3,2 |
| Bénéfice d'exploitation | 144 970 | 141 969 | 2,1 | 250 121 | 263 458 | (5,1) |
| Autres bénéfiques (charges) | (228) | 29 955 | — | (492) | 28 868 | — |
| Gain de change | — | 24 402 | (100,0) | — | 23 944 | (100,0) |
| Intérêts débiteurs | 26 268 | 32 239 | (18,5) | 53 428 | 65 777 | (18,8) |
| Impôts sur les bénéfices | 45 416 | 50 164 | (9,5) | 74 684 | 75 999 | (1,7) |
| Part des actionnaires sans contrôle | 5 423 | 13 083 | (58,5) | 10 346 | 18 276 | (43,4) |
| Bénéfice net découlant des activités poursuivies | 67 635 | 100 840 | (32,9) | 111 171 | 156 218 | (28,8) |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | 2 931 | (16 338) | — | (1 717) | (18 263) | (90,6) |
| Bénéfice net | 70 566 | 84 502 | (16,5) | 109 454 | 137 955 | (20,7) |
| Dividendes sur actions privilégiées | 2 385 | 2 385 | — | 4 769 | 4 769 | — |
| Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires | 68 181 \$ | 82 117 \$ | (17,0) | 104 685 \$ | 133 186 \$ | (21,4) |
| Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,71 \$ | (33,8) | 0,77 \$ | 1,09 \$ | (29,4) |
| Résultat de base et dilué par action ordinaire découlant des activités abandonnées | 0,02 | (0,12) | — | (0,02) | (0,13) | 84,6 |
| Résultat de base et dilué par action ordinaire | 0,49 \$ | 0,59 \$ | (16,9) | 0,75 \$ | 0,96 \$ | (21,9) |

2 Les résultats de 2002 ont été reclassés pour refléter l'incidence des activités abandonnées, comme l'exigent les PCGR du Canada pour nous conformer à la présentation adoptée au cours de l'exercice en cours.

dollars CA de titres par Stratos en mai 2002 a entraîné une réduction considérable de la dette de ses activités et une baisse de 1 % des taux d'intérêt en vertu de sa facilité de crédit renouvelée. Pour le premier semestre de 2003, la dette mensuelle moyenne des communications à distance a atteint 288,9 millions de dollars comparativement à 465,0 millions de dollars pour la même période de l'exercice précédent.

Impôts sur les bénéfices

La provision d'Aliant pour impôts sur les bénéfices consolidés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2003 a baissé de 4,7 millions de dollars et de 1,3 million de dollars, respectivement, par rapport aux mêmes périodes en 2002. En 2003, les taux d'imposition effectifs pour le deuxième trimestre et le premier semestre ont été de respectivement 38,3 % et de 38,1 %, par rapport à respectivement 30,6 % et 30,3 % en 2002. Les taux d'imposition effectifs de 2002 ont été réduits par plusieurs éléments non récurrents, y compris une réduction de la provision pour impôts de 6,8 millions de dollars à la suite de la constatation des avantages fiscaux liés au report en avant de la perte fiscale découlant des activités des communications à distance au premier trimestre de 2002. Par ailleurs, au deuxième trimestre de 2002, le bénéfice net comprenait des gains de change non imposables de 24,4 millions de dollars et un gain de dilution de 32,5 millions de dollars, réduisant ainsi le taux d'imposition effectif. En 2003, il ne se présente aucun élément inhabituel ayant une incidence sur la provision pour impôts; ainsi, avec la réduction du bénéfice net au deuxième trimestre et au premier semestre, la provision pour impôts a diminué et le taux d'imposition effectif se situe à un niveau plus normal pour 2003.

Part des actionnaires sans contrôle

La part des actionnaires sans contrôle a diminué de 7,7 millions de dollars au deuxième trimestre par rapport à la même période de l'exercice précédent, ce qui constitue la majeure partie de la diminution de 7,9 millions de dollars au premier semestre de 2003 comparativement à la même période en 2002. L'absence de gains de change découlant du bénéfice net de Stratos en 2002, comme il en a été question auparavant, a entraîné une baisse du bénéfice net pour ce secteur par rapport à l'exercice précédent.

Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées

Comme nous l'avons déjà noté, Aliant est en voie de se départir de ses activités secondaires et, par conséquent, les résultats

courants et ceux de la période précédente des sociétés comprises dans les activités abandonnées ont été classés ainsi. Les résultats financiers des activités abandonnées pour le deuxième trimestre de 2003, y compris les gains ou pertes à la vente d'entreprises, se sont améliorés par rapport à la même période de l'exercice précédent. La vente de la participation d'Aliant dans iMagicTV a permis de constater un gain à la vente, déduction faite des impôts, de 10,9 millions de dollars, alors que la perte à la vente de Prexar n'était pas importante. Le gain (la perte) à la vente ou à la liquidation de AMI, SableCom et SEA, qui ne devrait pas être important, sera constaté une fois la vente complétée en 2003.

ANALYSE DU RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

Bien que le résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2003 ait connu une baisse par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent, la raison principale de cette baisse est attribuable aux résultats des activités hors du cours normal des activités de la société, comme l'indique l'Analyse du résultat par action ordinaire en page 8.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

Résultats d'exploitation des télécommunications

Les produits d'exploitation des télécommunications ont augmenté de 4,3 millions de dollars au deuxième trimestre et de 14,7 millions de dollars au premier semestre de 2003 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent. Comme il en est question plus en détail ci-après, cette croissance des produits est attribuable principalement aux services sans fil et Internet, mais est en partie neutralisée par la diminution d'un exercice à l'autre des produits d'exploitation des services locaux et interurbains et des autres produits d'exploitation.

Services locaux

Les produits d'exploitation des services locaux proviennent de la prestation de services d'accès au réseau de transmission de la voix et des données, de la location d'appareils téléphoniques, des services évolués de gestion des appels et des revenus liés au Fonds de contribution national financé par l'industrie des télécommunications qui soutient la prestation de services locaux des zones de desserte à coût élevé. Les produits d'exploitation des services locaux ont diminué de 5,0 millions de dollars au deuxième trimestre et de 7,0 millions de dollars au premier

Résultats des activités abandonnées

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| AMI | (2 147) \$ | 406 \$ | (3 581) \$ | 632 \$ |
| Prexar | (3 135) | (6 892) | (4 384) | (8 008) |
| iMagicTV | 9 319 | (9 696) | 7 564 | (10 000) |
| SableCom | (172) | (169) | (337) | (338) |
| Services d'énergie Aliant | (934) | 13 | (979) | (549) |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | 2 931 \$ | (16 338) \$ | (1 717) \$ | (18 263) \$ |

semestre par rapport aux mêmes périodes de 2002. Cette baisse reflète en partie l'évolution du contexte réglementaire et de la concurrence. L'année précédente, le CRTC avait rendu une décision visant à modifier le régime de contribution afin de réduire le niveau de contribution et les revenus connexes. De plus, la décision sur le plafonnement des prix de 2002 a donné lieu à une réduction des niveaux de paiement des concurrents et des produits d'exploitation des services d'accès au réseau de transmission des données. Le reste de cette baisse des produits d'exploitation des services locaux est attribuable à la réduction de la location de terminaux, plus de clients choisissant de les acheter, et à une réduction des frais de service à la clientèle, ce qui correspond à la baisse de la clientèle des services d'accès au réseau (SAR).

Les niveaux des SAR ont reculé de 0,8 %, du fait que l'intensification des activités liées aux SAR a été plus que

contrebalancée par la diminution de la clientèle des SAR. Malgré cette baisse des volumes des SAR locaux, les produits d'exploitation sont demeurés relativement inchangés au deuxième trimestre et au premier semestre de 2003 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent en raison du pourcentage plus élevé du total des produits d'exploitation liés aux SAR du secteur commercial. Le secteur commercial des SAR augmente grâce aux petites et moyennes entreprises alors que la clientèle grand public des SAR est en déclin en raison de la concurrence, de la cannibalisation des services sans fil et de la migration du service commuté ordinaire vers le service Internet haute vitesse.

Les produits d'exploitation dégagés de la prestation des services évolués de gestion des appels, comme la mise en attente et l'afficheur, ont augmenté de 2,5 % au deuxième trimestre et de 4,7 % au premier semestre comparativement aux périodes correspondantes en 2002.

Analyse du résultat par action ordinaire

| | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|--|---------------------------------|---------|--------------|--------------------------------|---------|--------------|
| | 2003 | 2002 | Variation \$ | 2003 | 2002 | Variation \$ |
| Résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,71 \$ | (0,24) \$ | 0,77 \$ | 1,09 \$ | (0,32) \$ |
| Gain de dilution à la réduction de participation | | | | | | |
| dans Stratos, déduction faite des impôts | — | (0,19) | 0,19 | — | (0,19) | 0,19 |
| Gain à la vente de placements, déduction faite des impôts | — | (0,01) | 0,01 | — | (0,01) | 0,01 |
| Gain de change, déduction faite de la part | | | | | | |
| des actionnaires sans contrôle | — | (0,09) | 0,09 | — | (0,09) | 0,09 |
| Réduction de placements, déduction faite des impôts | — | 0,03 | (0,03) | — | 0,03 | (0,03) |
| Avantage fiscal constaté au report en avant de la perte | — | — | — | — | (0,05) | 0,05 |
| Résultat normalisé par action ordinaire découlant des activités poursuivies ³ | 0,47 \$ | 0,45 \$ | 0,02 \$ | 0,77 \$ | 0,78 \$ | (0,01) \$ |

Résultats d'exploitation des télécommunications

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|-----------------------------------|---------------------------------|------------|-------------|--------------------------------|------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| Services locaux | 188 473 \$ | 193 514 \$ | (2,6) | 376 496 \$ | 383 473 \$ | (1,8) |
| Services interurbains | 97 799 | 101 539 | (3,7) | 198 603 | 203 084 | (2,2) |
| Services sans fil | 80 485 | 67 404 | 19,4 | 153 646 | 128 628 | 19,4 |
| Services Internet | 26 463 | 22 439 | 17,9 | 51 849 | 44 287 | 17,1 |
| Innovatia | 6 641 | 6 181 | 7,4 | 12 211 | 11 304 | 8,0 |
| Autres produits d'exploitation | 64 212 | 68 712 | (6,5) | 101 129 | 108 420 | (6,7) |
| Total des produits d'exploitation | 464 073 | 459 789 | 0,9 | 893 934 | 879 196 | 1,7 |
| Coût des produits d'exploitation | 39 565 | 49 182 | (19,6) | 81 274 | 95 169 | (14,6) |
| Produits d'exploitation nets | 424 508 | 410 607 | 3,4 | 812 660 | 784 027 | 3,7 |
| Charges d'exploitation | 201 091 | 190 510 | 5,6 | 401 522 | 368 770 | 8,9 |
| BAlIA | 223 417 \$ | 220 097 \$ | 1,5 | 411 138 \$ | 415 257 \$ | (1,0) |
| BAlIA comme % des produits | 48,1 % | 47,9 % | | 46,0 % | 47,2 % | |

³ Le résultat normalisé par action ordinaire découlant des activités poursuivies est défini par la société comme étant le résultat de base par action ordinaire découlant des activités poursuivies pour les éléments considérés comme ne faisant pas partie du cours normal des activités. Le résultat normalisé par action ordinaire découlant des activités poursuivies ne constitue pas une mesure du rendement financier en vertu des PCGR du Canada et n'est pas nécessairement comparable à des mesures similaires retenues par d'autres sociétés. La société a inclus l'information sur le résultat normalisé par action ordinaire découlant des activités poursuivies étant donné qu'elle croit que certains investisseurs s'en servent pour mesurer le rendement financier de la société. Le résultat normalisé par action ordinaire découlant des activités poursuivies ne devrait pas être perçu comme étant une mesure équivalente au résultat par action ordinaire découlant des activités poursuivies.

Services interurbains

Les produits d'exploitation des services interurbains sont tirés des services interurbains à communications tarifées, des services d'accès au réseau de transmission des données et des accords de partage des revenus interurbains. Les produits d'exploitation des services interurbains ont fléchi de 3,7 millions de dollars au deuxième trimestre et de 4,5 millions de dollars au premier semestre par rapport aux mêmes périodes en 2002. Ce fléchissement s'explique par la régression des frais de partage par minute payés par d'autres entreprises de télécommunications pour des appels se terminant dans la région d'Aliant.

Les volumes de minutes d'appels interurbains d'Aliant au deuxième trimestre ont chuté de 3,7 % par rapport à la même période en 2002, faisant passer l'augmentation d'un exercice à l'autre des volumes de minutes d'appels interurbains à 1,7 % comparativement à la même période de l'exercice précédent. Les minutes d'appels interurbains commerciaux ont augmenté dans les provinces de l'Atlantique canadiennes en raison en partie de la croissance du secteur des petites et moyennes entreprises, mais les minutes d'appels interurbains du grand public sont inférieures à la suite de modifications des habitudes d'appels de la clientèle. La part de marché d'Aliant d'environ 86,6 % des services interurbains dans les provinces de l'Atlantique canadiennes a connu un léger recul attribuable à certaines promotions à court terme de la concurrence qui, dans la plupart des cas, avaient pris fin le 30 juin 2003. Dans le marché des services interurbains, Aliant poursuit sa campagne de marketing orientée sur le service et la sensibilisation au prix. Bien que les volumes de minutes aient diminué, la moyenne des produits par minute est passée de 0,01 \$ à 0,09 \$ par minute, soit la première augmentation en 18 mois à la suite de modifications apportées aux tarifs demandés aux consommateurs.

Services sans fil

Les produits d'exploitation des services sans fil proviennent de la prestation de services cellulaires, de services de téléavertissement et de services mobiles. Les produits d'exploitation des services sans fil ont connu une hausse de 13,1 millions de dollars au deuxième trimestre et de 25,0 millions de dollars au premier semestre de 2003 par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Cette hausse s'explique par la croissance continue de la demande de services sans fil et l'augmentation des produits d'exploitation moyens par client. Au 30 juin 2003, le nombre de clients des services cellulaires d'Aliant s'est accru de 13,2 % par rapport au 30 juin 2002, incluant une hausse de 62,0 % du nombre d'abonnés au service numérique. Actuellement, 58,0 % de tous les clients des services cellulaires sont branchés au service numérique par rapport à 40,5 % pour la même période en 2002. Aliant conserve sa place de chef de file du secteur grâce à une part de marché des services cellulaires d'environ 75 % et un taux de roulement de la clientèle de 1,4 %.

Une partie de la demande croissante de services cellulaires s'explique par l'expansion des nouveaux services numériques, dont le territoire s'élargit. Au 30 juin 2003, environ 72 % de la population du Canada atlantique avait accès à des services

cellulaires numériques; ce pourcentage devrait passer à 83 % d'ici la fin de 2003. La progression des services numériques, qui dégagent des produits d'exploitation moyens par client plus élevés que ceux des services analogiques, a permis de constater des produits d'exploitation moyens par client de 44,77 \$ au deuxième trimestre de 2003, contre 41,26 \$ à la même période du dernier exercice, soit une augmentation de 8,5 %. Cette hausse des produits d'exploitation moyen par client est attribuable à la croissance du nombre d'abonnés des services numériques, à une augmentation de 12,3 % du nombre de minutes d'utilisation et à certaines mesures prises à l'égard des tarifs. Actuellement, Aliant possède le nombre de clients des services facturés le plus élevé au Canada, soit 86,1 % de l'ensemble de ses clients des services cellulaires, ce qui représente une progression de 14,6 % du 30 juin 2002 au 30 juin 2003. En ce qui a trait aux clients des services facturés, dont les produits d'exploitation moyens par client sont supérieurs à ceux des clients des services payés d'avance, les produits d'exploitation moyens mensuels ont atteint 51,04 \$ au deuxième trimestre de 2003 par rapport à 47,53 \$ pour la même période en 2002, soit une augmentation de 7,4 %. Les produits d'exploitation moyens par client des services payés d'avance ont augmenté de près de 17 % au deuxième trimestre de 2003 pour passer à 6,77 \$ à la suite d'augmentations de prix récentes et de modifications au programme.

Services Internet

La croissance continue de la clientèle et des produits d'exploitation moyens par client plus élevés ont permis une hausse des produits d'exploitation des services Internet de 4,0 millions de dollars au deuxième trimestre et de 7,6 millions de dollars au premier semestre par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent. Au cours du deuxième trimestre de 2003, le nombre de clients des services haute vitesse a progressé de 24,1 %, tandis que le nombre de clients des services commutés ordinaires a reculé de 2,5 %, comparativement au deuxième trimestre de 2002. La migration des clients haute vitesse des tarifs de lancement aux tarifs ordinaires et les modifications aux tarifs expliquent la hausse des produits d'exploitation moyens par client de 12,9 % par rapport au deuxième trimestre de 2002 qui passent à 34,54 \$ au deuxième trimestre de 2003. En outre, l'incidence de l'augmentation des tarifs du marché commercial haute vitesse a entraîné une hausse de 12,5 % par rapport au deuxième trimestre de 2002 pour passer à 93,44 \$ au deuxième trimestre de 2003. Au 30 juin 2003, les services Internet haute vitesse d'Aliant étaient offerts à 63 % des résidences du Canada atlantique. Aliant gère de façon proactive le taux de roulement de la clientèle de 2,1 % par des offres de nouveaux contrats et l'augmentation du nombre de contacts auprès de clients.

Avec le lancement par Aliant de services Internet ultra-haute vitesse dans certaines régions au cours du troisième trimestre de 2003 et grâce à un programme de marketing ciblé, nous prévoyons une croissance du secteur des services Internet.

Innovatia

Les produits d'exploitation d'Innovatia ont grimpé de 0,5 million de dollars au deuxième trimestre et de 0,9 million de dollars au

premier semestre comparativement aux périodes correspondantes de 2002 en raison du nouveau système de ventes par TeleWeb offert avec MarketBridge.

Autres produits d'exploitation

Les autres produits d'exploitation ont reculé de 4,5 millions de dollars au deuxième trimestre et de 7,3 millions de dollars au premier semestre de 2003 comparativement aux mêmes périodes de l'exercice précédent. La hausse des produits d'exploitation liée aux ventes de produits et aux annuaires téléphoniques a été neutralisée principalement en raison de l'absence de produits d'exploitation des services d'assistance Internet au premier semestre, étant donné que les technologies de l'information offrent dorénavant ce service.

Coût des produits d'exploitation

Le coût des produits d'exploitation a chuté de 9,6 millions de dollars au deuxième trimestre et de 13,9 millions de dollars au premier semestre de 2003 par rapport aux mêmes périodes de 2002. Cette chute s'explique par la baisse des tarifs de règlement à la minute et la réduction des coûts du service d'assistance Internet, comme mentionné précédemment, contrebalancée par une hausse du coût des produits vendus résultant de la progression des ventes de produits.

Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont augmenté de 10,6 millions de dollars au deuxième trimestre et de 32,8 millions de dollars au premier semestre de 2003 par rapport aux périodes correspondantes de 2002, en raison principalement de la hausse des charges de retraite. Cette hausse a contribué 9,2 millions de dollars et 19,5 millions de dollars respectivement aux augmentations trimestrielle et semestrielle des charges

d'exploitation. Près de 10,8 millions de dollars de l'accroissement d'un exercice à l'autre des charges de retraite s'expliquent par un changement à certaines hypothèses quant aux régimes de retraite (dont il est question à la rubrique Principales conventions comptables). Le reste de l'augmentation des charges de retraite au premier semestre de 2003 par rapport à celui de 2002 tient à la hausse de l'amortissement des pertes actuarielles accumulées des exercices précédents, à une augmentation des obligations au titre d'un régime de retraite, à une réduction de la valeur de l'actif du régime de retraite après des pertes enregistrées sur le marché financier au cours des dernières années, ainsi qu'à des salaires moyens ouvrant droit à pension plus élevés pour les employés.

Au cours du premier semestre de 2003, les charges d'exploitation ont aussi augmenté de 10,8 millions de dollars au titre des salaires et avantages sociaux par suite de l'augmentation du coût de la vie et, pour appuyer les mesures d'Aliant en vue d'améliorer le service à la clientèle, de 4,7 millions de dollars en amortissement des commissions et subventions pour les services sans fil en raison de charges reportées supérieures et de coûts de 1,5 millions de dollars liés à la campagne de promotion de la marque Aliant en cours en 2003. Au deuxième trimestre de 2003, ces charges ont grimpé de 7,4 millions de dollars par rapport au trimestre correspondant de 2002. L'augmentation des charges ainsi que d'autres charges d'exploitation, ont été en partie contrebalancées par diverses mesures de réduction de coût et d'amélioration de la productivité, comme le regroupement des plateformes de serveur pour l'ensemble des quatre provinces de l'Atlantique en vue de réduire les coûts d'entretien, les campagnes de publicité et les études de marché menées en collaboration avec Bell, l'intégration du centre de contact, ainsi que

Autres produits d'exploitation

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|--------------------------|---------------------------------|---------------------------------|-------------|--------------------------------|---------------------------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| | | <i>(Reclassées)¹</i> | | | <i>(Reclassées)¹</i> | |
| Ventes de produits | 26 678 \$ | 24 663 \$ | 8,2 | 51 303 \$ | 43 395 \$ | 18,2 |
| Annuaire téléphonique | 26 113 | 25 339 | 3,1 | 27 876 | 27 053 | 3,0 |
| Assistance Internet | — | 5 168 | (100,0) | — | 11 199 | (100,0) |
| Autres services | 11 421 | 13 542 | (15,7) | 21 950 | 26 773 | (18,0) |
| | 64 212 \$ | 68 712 \$ | (6,5) | 101 129 \$ | 108 420 \$ | (6,7) |

Résultats d'exploitation des technologies d'information

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|----------------------------------|---------------------------------|------------|-------------|--------------------------------|------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| Produits d'exploitation | 86 718 \$ | 103 655 \$ | (16,3) | 194 777 \$ | 225 181 \$ | (13,5) |
| Coût des produits d'exploitation | 27 115 | 35 430 | (23,5) | 73 868 | 90 690 | (18,5) |
| Produits d'exploitation nets | 59 603 | 68 225 | (12,6) | 120 909 | 134 491 | (10,1) |
| Charges d'exploitation | 57 757 | 59 390 | (2,7) | 120 598 | 117 076 | 3,0 |
| BAIIA | 1 846 \$ | 8 835 \$ | (79,1) | 311 \$ | 17 415 \$ | (98,2) |
| BAIIA comme % des produits | 2,1% | 8,5 % | | 0,2% | 7,7 % | |

l'utilisation de divers outils de gestion de la main-d'œuvre.

Résultats d'exploitation des technologies d'information

Les produits d'exploitation des technologies de l'information ont reculé de 16,9 millions de dollars au deuxième trimestre et de 30,4 millions de dollars au premier semestre de 2003 par rapport aux mêmes périodes de l'exercice précédent. La société continue de ressentir l'incidence du ralentissement de l'économie sur les produits découlant des services d'intégration de systèmes et sur les produits d'exploitation dégagés de la vente de produits. Le coût des produits vendus a diminué par suite du fléchissement des ventes de produits. Les charges d'exploitation jusqu'à maintenant ont augmenté à la suite d'une imputation de 5,5 millions de dollars liée aux activités de rationalisation amorcées au cours du premier trimestre. Au cours du deuxième trimestre, une réduction du personnel et d'autres stratégies visant à freiner les coûts, ont entraîné une baisse des charges d'exploitation.

Le 19 juin 2003, Aliant a annoncé sa décision de conserver, restructurer et exploiter xwave. xwave offre des services de technologie de l'information de qualité supérieure aux clients de plusieurs secteurs et marchés géographiques. La mise en valeur des capacités de xwave et le réalignement de sa stratégie à celle d'Aliant nécessitera une restructuration des activités qui se concentreront sur divers éléments de ses activités, notamment le leadership, les processus, les systèmes et la structure organisationnelle. Ce plan de restructuration sera finalisé au cours du troisième trimestre et aura une incidence sur moins de 10 % de la main-d'œuvre actuelle de xwave. Par suite de cette restructuration, les résultats du troisième trimestre de xwave comprendront une imputation d'environ 15,5 millions de dollars qui se traduira par des bénéfices avant impôts annuels d'environ 20,0 millions de dollars.

Résultats d'exploitation des communications à distance

Le secteur des communications à distance d'Aliant est représenté par sa participation de 53,2 % dans Stratos Global Corporation, société cotée en bourse (TSX : SGB). La présente section doit être lue avec le «Rapport de gestion» de Stratos

Global Corporation pour le semestre terminé le 30 juin 2003. Le lecteur doit prendre note que Stratos présente ses résultats en dollars américains, Aliant doit donc convertir ces résultats en dollars canadiens aux fins de leur présentation. Par conséquent, les résultats peuvent varier en raison des fluctuations des taux de change. Ainsi, Stratos et Aliant ont des définitions différentes du BAIIA. Par conséquent, un montant de 1,9 million de dollars US (2,6 millions de dollars CA) en coûts divers a été exclu du BAIIA des états financiers de Stratos, mais constatés dans les charges d'exploitation des états financiers d'Aliant et, en conséquence, inclus dans le BAIIA.

Au deuxième trimestre et au premier semestre de 2003, les produits d'exploitation de Stratos ont augmenté, respectivement, de 22,7 millions de dollars et de 40,2 millions de dollars, par rapport aux périodes correspondantes de l'exercice précédent. Les activités liées aux services mobiles par satellite de la société continuent de s'intensifier grâce à l'obtention de nouveaux contrats et à la présence militaire continue au Moyen-Orient. Le coût des produits vendus a fait un bond important en raison de la croissance des produits d'exploitation et en partie par suite des changements apportés aux produits offerts. Les charges d'exploitation du premier semestre demeurent relativement inchangées par rapport à la même période de l'exercice précédent malgré la croissance des activités. Ces résultats ont contribué à un accroissement du BAIIA de 9,2 millions de dollars au deuxième trimestre et de 10,7 millions de dollars au premier semestre de 2003.

GESTION FINANCIÈRE ET GESTION DES CAPITAUX

Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation⁴ continuent d'afficher une hausse importante par rapport au premier trimestre et aux six premiers mois de 2002. Cette amélioration découle d'une gestion avisée du fonds de roulement et d'une réduction des dépenses en capital.

Aliant a 20,0 millions de dollars US en dette à long terme qui doit être payée en vertu des facilités de crédit de Stratos durant le reste de 2003 et elle ne prévoit effectuer aucune acquisition importante en 2003.

Résultats d'exploitation des communications à distance

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|----------------------------------|---------------------------------|------------|-------------|--------------------------------|------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| Produits d'exploitation | 151 406 \$ | 128 749 \$ | 17,6 | 295 462 \$ | 255 289 \$ | 15,7 |
| Coût des produits d'exploitation | 98 136 | 83 305 | 17,8 | 191 550 | 161 902 | 18,3 |
| Produits d'exploitation nets | 53 270 | 45 444 | 17,2 | 103 912 | 93 387 | 11,3 |
| Charges d'exploitation | 20 898 | 22 300 | (6,3) | 38 659 | 38 830 | (0,4) |
| BAIIA | 32 372 \$ | 23 144 \$ | 39,9 | 65 253 \$ | 54 557 \$ | 19,6 |
| BAIIA comme % des produits | 21,4% | 18,0 % | | 22,1% | 21,4 % | |

⁴ Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation sont définis comme les espèces et quasi-espèces liées aux activités d'exploitation, moins les investissements en capital. Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation ne sont pas une mesure de rendement financier en vertu des PCGR du Canada et ne sont pas nécessairement comparables aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. La société a inclus l'information relative aux flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation parce qu'elle estime que certains investisseurs s'en servent pour mesurer le rendement financier de la société. Les flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation ne doivent pas être interprétés comme une solution de rechange pour mesurer la liquidité.

Veillez lire le Sommaire des flux de trésorerie consolidés ci-dessous pour obtenir une information plus détaillée.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 180,4 millions de dollars au deuxième trimestre et à 417,0 millions de dollars pour les six premiers mois. Cela représente une augmentation importante de respectivement 43,7 millions de dollars et 124,7 millions de dollars par rapport aux mêmes périodes en 2002 et découle de l'accent mis sur la réduction de l'investissement dans le fonds de roulement. Cette insistance a entraîné une réduction de 68,8 millions de dollars du fonds de roulement depuis le 30 juin 2002, 5,3 millions de dollars de cette baisse ayant été enregistrés depuis le 31 mars 2003. De même, le délai moyen de recouvrement des créances⁵ a diminué de 10,3 jours pour atteindre 65,5 jours au 30 juin 2003 comparativement au 30 juin 2002, une réduction de 4,8 jours étant survenue

depuis le 31 mars 2003. Les 55,0 millions de dollars en remboursements d'impôts reçus au cours du premier trimestre de 2003 ont également contribué à la remontée des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation en 2003. Les remboursements d'impôts non récurrents résultent de la mise en application des stratégies de planification fiscale ainsi que du règlement des réclamations des exercices antérieurs quant aux crédits d'impôt à l'investissement pour la recherche scientifique et le développement expérimental.

Investissements en capital

Les investissements en capital consolidés d'Aliant ont décliné de 36,8 millions de dollars au deuxième trimestre et de 65,9 millions de dollars pour les six premiers mois comparativement aux mêmes périodes de 2002.

Télécommunications

Les ajouts d'immobilisations au deuxième trimestre et pour

Sommaire des flux de trésorerie consolidés

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|--|---------------------------------|---------------------------|--------------|--------------------------------|---------------------------|--------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| | | (Reclassées) ⁵ | | | (Reclassées) ⁵ | |
| Espèces et quasi-espèces liées aux : | | | | | | |
| Activités d'exploitation : | | | | | | |
| Bénéfice net tiré des activités poursuivies | 67 635 \$ | 100 840 \$ | (32,9) | 111 171 \$ | 156 218 \$ | (28,8) |
| Autres activités d'exploitation | 112 792 | 35 870 | 214,4 | 305 795 | 136 089 | 124,7 |
| | 180 427 | 136 710 | 32,0 | 416 966 | 292 307 | 42,6 |
| Investissements en capital | (77 915) | (114 704) | (32,1) | (154 569) | (220 458) | (29,9) |
| Flux de trésorerie disponibles provenant des activités d'exploitation⁴ | 102 512 | 22 006 | 365,8 | 262 397 | 71 849 | 265,2 |
| Activités de financement | (143 716) | (68 422) | 110,0 | (281 264) | (18 155) | — |
| Autres activités d'investissement | (27 906) | (7 635) | 265,5 | (23 966) | 6 259 | — |
| Activités poursuivies | (69 110) | (54 051) | 27,9 | (42 833) | 59 953 | — |
| Activités abandonnées | 18 284 | 4 926 | 271,2 | 19 043 | 4 296 | 343,3 |
| Effet des variations de taux change sur l'encaisse | (2 291) | — | — | (4 926) | — | — |
| Encaisse et placements à court terme au début de la période | 285 576 | 243 678 | 17,2 | 261 175 | 130 304 | 100,4 |
| Encaisse et placements à court terme à la fin de la période | 232 459 \$ | 194 553 \$ | 19,5 | 232 459 \$ | 194 553 \$ | 19,5 |

Investissements en capital

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | | Semestres terminés les 30 juin | | |
|--------------------------------------|---------------------------------|---------------------------|-------------|--------------------------------|---------------------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | Variation % | 2003 | 2002 | Variation % |
| | | (Reclassées) ⁵ | | | (Reclassées) ⁵ | |
| Télécommunications | 71 379 \$ | 103 098 \$ | (30,8) | 141 169 \$ | 193 622 \$ | (27,1) |
| Technologies de l'information | 633 | 3 367 | (81,2) | 1 141 | 4 313 | (73,5) |
| Communications à distance | 5 082 | 8 004 | (36,5) | 11 100 | 22 197 | (50,0) |
| Divers | 821 \$ | 235 \$ | 249,4 | 1 159 \$ | 326 \$ | 255,5 |
| Total des investissements en capital | 77 915 \$ | 114 704 \$ | (32,1) | 154 569 \$ | 220 458 \$ | (29,9) |

⁵ Le délai moyen de recouvrement des créances est défini comme les débiteurs divisés par les ventes annualisées, y compris la taxe de vente. Le délai moyen de recouvrement des créances n'est pas une mesure de rendement financier selon les PCGR du Canada et n'est pas nécessairement comparable aux mesures similaires utilisées par d'autres sociétés. La société a inclus l'information relative au délai moyen de recouvrement des créances parce qu'elle estime que certains investisseurs s'en servent pour mesurer le rendement financier de la société.

les six premiers mois de 2003 sont moindres que ceux des périodes correspondantes de 2003 à cause de l'investissement beaucoup plus faible dans le lancement de nouveaux produits et services, les réseaux câblés de transmission de la voix et de données et l'infrastructure à large bande. Aliant continue de travailler en étroite collaboration avec Bell à tirer profit de l'investissement dans leurs nouveaux produits et services. Les dépenses importantes liées au réseau câblé de transmission de la voix et de données en 2002 ont permis la croissance enregistrée en 2003 et des dépenses du même ordre n'auront pas lieu durant l'exercice actuel. Après la réalisation de l'investissement de 2002 dans l'infrastructure à large bande, soit la ligne d'abonné numérique, la majeure partie de l'infrastructure nécessaire pour ce service était en place.

Les derniers grands programmes de constitution de l'infrastructure des services sans fil et à large bande sont pratiquement terminés. Télécommunications Aliant continue d'effectuer des investissements en capital dans ses réseaux principalement pour maintenir les niveaux actuels de capacité et de rendement optimum à mesure que les actifs existants sont mis hors service, et en réponse aux prévisions concernant la demande des clients. L'expansion de la couverture offerte par l'infrastructure à large bande et le sans fil numérique a lieu lorsque les possibilités sont justifiées sur le plan économique. En outre, Aliant insiste maintenant davantage sur une utilisation accrue de la capacité de l'infrastructure déjà en place.

Technologies de l'information

Les investissements en capital dans les technologies de l'information pour le trimestre et les six mois terminés le 30 juin 2003 sont très inférieurs aux investissements effectués durant les mêmes périodes de 2002. Tout particulièrement, les dépenses au deuxième trimestre de 2002 ont augmenté par suite de

l'investissement effectué dans les réseaux financiers et d'affaires internes de xwave et les travaux d'implantation connexes.

Au cours de l'exercice actuel, des contrôles rigoureux ont été maintenus sur les investissements en capital des technologies de l'information afin d'aligner le modèle d'entreprise sur les conditions actuelles et projetées du marché des technologies de l'information. Le secteur des technologies de l'information n'est pas hautement capitalistique et les besoins en capitaux sont surtout liés à l'élargissement de l'effectif et à la croissance dans le secteur du traitement des données.

Communications à distance

Les dépenses en capital des communications à distance pour le trimestre terminé le 30 juin 2003 ont diminué comparativement au deuxième trimestre de 2002 lorsque les stations terriennes du service terrestre en Angleterre et en Nouvelle-Zélande ont été mises à niveau. Cette activité combinée aux mises à niveau des réseaux requises pour soutenir le contrat avec la marine américaine a contribué à une hausse des activités d'investissement en capital dans les six premiers mois de 2002 comparativement à 2003.

Activités de financement

Télécommunications

La plus récente émission de titres d'emprunt de Télécommunications Aliant Inc. («Télécommunications Aliant») a eu lieu le 15 janvier 2002, lorsqu'elle a émis 100,0 millions de dollars en billets à 5 ans, portant intérêt à 5,35 % dans le cadre de son prospectus préalable visant l'émission de nouveaux billets à moyen terme (BMT) sur le marché canadien. Le prospectus préalable est arrivé à échéance en mai 2003 et n'a pas été renouvelé alors, parce que la direction ne voyait pas l'utilité de contracter de nouveaux emprunts sur les marchés financiers pour au moins le reste de 2003.

Information sur les actions en circulation au 23 juillet 2003 :

Autorisé

Nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en série

Nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale

Émis

(en milliers de dollars)

| | <i>23 juillet 2003</i> | |
|---------------------------------|------------------------|---------------------|
| | Nombre d'actions | Valeur |
| Actions privilégiées de série 2 | 7 000 000 | 172 264 \$ |
| Actions ordinaires | 138 516 323 | 1 035 551 |
| | | 1 207 815 \$ |

Voici un sommaire du régime d'options sur actions de la société :

| | <i>23 juillet 2003</i> | |
|------------------------|------------------------|-------------------------------|
| | Nombre d'actions | Prix d'exercice moyen pondéré |
| Options en circulation | 2 682 904 | 29,62 \$ |
| Options exerçables | 1 926 844 | 29,81 \$ |

Une obligation de 65,0 millions de dollars de Télécommunications Aliant est venue à échéance le 16 juin 2003 et a été remboursée. Télécommunications Aliant a avisé les porteurs de 7,5 millions de dollars en obligations de première hypothèque venant échéance en juillet 2008 que ces obligations seront rachetées à leur date de remboursement par anticipation, soit le 28 juillet 2003.

Télécommunications Aliant dispose de lignes de crédit d'exploitation bancaire totalisant 42,0 millions de dollars, sur lesquels aucun retrait n'avait encore été effectué le 30 juin 2003.

Technologies de l'information

xwave a réduit ses lignes de crédit d'exploitation et d'acquisition de 75,0 millions de dollars au 31 décembre 2002 à une ligne de crédit d'exploitation de 15,0 millions de dollars au 30 juin 2003. L'encours au 30 juin 2003 sur cette ligne s'établissait à 7,2 millions de dollars, une réduction de 31,5 millions de dollars depuis le 31 décembre 2002. En outre, xwave reçoit du financement interne d'Aliant. Au 31 décembre 2002, le solde dû à Aliant représentait 26,4 millions de dollars. Au premier trimestre, un montant additionnel de 44,1 millions de dollars a été avancé à xwave, avec des remboursements de 20,6 millions de dollars à Aliant effectués jusqu'au 30 juin 2003, laissant un encours de 49,9 millions de dollars.

Communications à distance

Au deuxième trimestre de 2003, Stratos a remboursé 10,0 millions de dollars US de la dette conformément au calendrier de remboursement et 11,3 millions de dollars US en remboursements additionnels, soit des remboursements totaux de 31,3 millions de dollars US pour les six premiers mois. Ces paiements ont été répartis équitablement entre la facilité de relais et la facilité à terme. Par suite de la diminution par Stratos de sa facilité de relais en 2003, le montant garanti par Aliant a été réduit de 28,0 millions de dollars US à la fin de 2002 à 12,4 millions de dollars US à la fin de juin 2003.

Société

Aliant a émis pour 4,6 millions de dollars d'actions ordinaires au cours du deuxième trimestre dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires, et de l'exercice des options en vertu de son régime d'options sur actions des employés. Des actions ont été rachetées sur le marché libre pour satisfaire aux exigences du régime d'épargne-actions des employés de la société.

Le 18 juillet 2002, Aliant a annoncé l'acceptation par la Bourse de Toronto de l'avis d'intention d'acquérir, de temps à autre, jusqu'à concurrence de 1 600 000 de ses actions ordinaires en circulation à la Bourse de Toronto, en vertu d'une offre publique de rachat dans le cours normal des affaires. Ce nombre maximal représentait environ 1,1 % des actions ordinaires d'Aliant émises et en circulation à cette date, soit 139 567 382 actions ordinaires. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, la société acquerrait, de temps à autre, ses actions ordinaires au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Les acquisitions

d'actions ordinaires pouvaient avoir lieu pendant la période de douze mois débutant le 22 juillet 2002 et se terminant le 21 juillet 2003. Au cours de 2002, Aliant a acquis et annulé 264 300 actions au prix global de 7,2 millions de dollars. Au 30 juin 2003, Aliant avait racheté la totalité des 1 600 000 actions, tel qu'il était permis dans le cadre de cette offre publique de rachat, achetant et annulant le reste des 1 335 700 actions ordinaires durant les six premiers mois de 2003 pour un prix global de 37,1 millions de dollars.

Le 24 juillet 2003, Aliant a annoncé qu'elle allait déposer auprès de la Bourse de Toronto un avis indiquant son intention d'acheter, de temps à autre, jusqu'à 6 925 000 de ses actions ordinaires émises et en circulation. Ces actions représentent 5,0 % du total des actions émises et en circulation, lequel total s'élève à 138 516 323 au 23 juillet 2003. La demande présentée à la Bourse de Toronto comprend des dispositions permettant à Bell Canada, actionnaire majoritaire d'Aliant, de participer au prorata au rachat dans la mesure où elle décide de le faire. La participation de Bell Canada est sujette à l'approbation de l'organisme de réglementation et du conseil d'administration. En vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires, la société pourrait acquérir, de temps à autre, ses actions ordinaires au comptant au cours du marché par l'entremise des installations de la Bourse de Toronto à un rythme et un montant à la discrétion de la société, sous réserve des règlements de la Bourse de Toronto. Le conseil d'administration d'Aliant pense que ces achats sont avantageux pour Aliant et représentent un emploi judicieux des fonds de la société. On prévoit que ces achats d'actions dans le cadre de la nouvelle offre auront lieu au cours de la période de douze mois débutant le 6 août 2003 et se terminant le 5 août 2004. Toutes les actions ordinaires d'Aliant achetées en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires seront annulées.

Le total des dividendes versés par Aliant à ses porteurs d'actions ordinaires au premier semestre de 2003 a augmenté de 11,5 millions de dollars par rapport aux niveaux de 2002, malgré le nombre plus faible d'actions en circulation. Étant donné la force financière reconnue d'Aliant, son conseil d'administration a approuvé une hausse du dividende trimestriel de 2,5 cents par action ordinaire au troisième trimestre de 2002. En outre, le conseil d'administration a, depuis, approuvé une autre augmentation de 2,5 cents du dividende trimestriel s'appliquant au dividende du 30 juin 2003, portant le taux annuel à 1,10 \$ l'action ordinaire.

Aliant a versé des dividendes de 2,4 millions de dollars aux porteurs d'actions privilégiées au deuxième trimestre de 2003, chiffre identique au montant versé au deuxième trimestre de 2002.

Aliant maintient, auprès de ses banquiers, des lignes de crédit totalisant 460,0 millions de dollars, dont une tranche de 350,0 millions de dollars constitue une facilité consentie pour soutenir le programme de papier commercial de la société et une tranche de 110,0 millions de dollars représente la totalité des lignes de crédit à l'exploitation disponibles d'Aliant.

Aucun montant n'était dû en vertu de ces lignes de crédit au 30 juin 2003.

Structure du capital consolidé

Le pourcentage emprunts/total du capital s'établissait à 42,0 % au 30 juin 2003 contre 45,2 % au 31 décembre 2002. La réduction du ratio s'explique par le fait que la réduction de l'encours de la dette détenue par Télécommunications Aliant et Stratos a été supérieure à la diminution nette du nombre d'actions ordinaires d'Aliant par suite du rachat et de l'annulation des actions ordinaires en vertu de l'offre publique de rachat dans le cours normal des affaires.

Autres arrangements financiers

Emploi d'arrangements hors bilan

Aliant a recours pour le transfert de créances à un arrangement en vertu duquel elle vend certains débiteurs à une fiducie de titrisation. Les conditions de l'arrangement de rachat et la convention comptable suivie par Aliant sont décrites aux notes 2 et 4 afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 juin 2003.

Le droit que la société conserve dans les débiteurs au 30 juin 2003 est de 28,7 millions de dollars et est inclus dans les charges reportées. Ce droit est égal au montant du surdimensionnement des créances transférées, calculé comme un excédent des montants transférés de 158,7 millions de dollars sur le produit au comptant de 130,0 millions de dollars. Une réduction du montant des créances admissibles à la vente à la fiducie a entraîné une réduction nette de 5,0 millions de dollars du produit revenant à Aliant durant le deuxième trimestre de 2003.

Les filiales d'Aliant ont également signé divers contrats de location-exploitation pour le matériel, la capacité de transmission par satellite et d'autres infrastructures de réseau. Les montants des loyers minimums futurs estimatifs sont présentés à la note 16 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 juin 2003.

Utilisation d'instruments financiers dérivés

Les filiales d'Aliant utilisent certains instruments financiers dérivés pour gérer les risques de taux de change et de taux d'intérêt. De plus amples renseignements sur la convention d'Aliant et son utilisation d'instruments financiers dérivés figurent à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 juin 2003.

Les instruments financiers dérivés suivants étaient en cours au 30 juin 2003 :

- Les swaps de taux d'intérêt comportant l'échange du taux d'intérêt variable du TIOL sur 160,0 millions de dollars US des obligations de la dette à long terme de Stratos pour des taux d'intérêt fixes de 5,43 % afin de gérer le risque de taux d'intérêt correspondant. Les variations du taux d'intérêt variable du TIOL depuis que le swap a commencé auraient entraîné un paiement de 9,1 millions de dollars US à l'institution financière si la convention avait été annulée au gré de Stratos le 30 juin 2003.
- Les options sur swap de taux d'intérêt comportant la monétisation des options d'achat sont incorporées à certaines obligations de la dette à long terme de Télécommunications Aliant. Un revenu de primes non amorti de 5,4 millions de dollars est enregistré comme un crédit reporté au bilan d'Aliant au 30 juin 2003 relativement à l'option sur swap. Depuis la conclusion des ententes, les taux d'intérêt ont changé de sorte que l'annulation des options sur swap au 30 juin 2003 aurait exigé un paiement de 25,3 millions de dollars à l'institution financière.

Engagements contractés au titre des régimes de retraite

Aliant effectue une évaluation de ses régimes à prestations déterminées non contributifs au moins une fois tous les trois ans afin de calculer la valeur actualisée actuarielle des prestations de retraite constituées et autres avantages sociaux courus. La société est en train de procéder à une évaluation actuarielle exhaustive de ses régimes de retraite en 2003. Aliant prévoit que ces régimes exigeront des niveaux de financement très élevés en 2003, surtout à cause des rendements négatifs du marché boursier depuis la dernière évaluation de ses régimes de retraite. Avant de recevoir les résultats de l'évaluation actuarielle de 2003, Aliant a estimé que les besoins de capitalisation des régimes pour 2003 seront d'au moins 30,0 millions de dollars. Compte tenu de cette estimation, Aliant a commencé à effectuer des contributions additionnelles à chaque régime durant le premier semestre de 2003. Les contributions pour les six mois terminés le 30 juin 2003 totalisent 15,6 millions de dollars. Lorsque l'évaluation de 2003 sera achevée, la société rajustera ses contributions depuis le début de l'exercice afin de refléter les nouveaux taux des services en cours, et elle effectuera des paiements spéciaux pour financer le déficit, au besoin. Aliant examinera également la charge de retraite actuelle, y compris l'amortissement des pertes actuarielles afin de s'assurer que des réserves appropriées sont constituées.

Structure du capital consolidé

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | | 31 décembre 2002 | |
|--|---------------------|----------------|---------------------------|----------------|
| | | | (reclassées) ² | |
| Actions ordinaires | 1 472 563 \$ | 47,5 % | 1 498 311 \$ | 44,7 % |
| Actions privilégiées | 172 264 | 5,6 % | 172 264 | 5,2 % |
| Part des actionnaires sans contrôle | 151 361 | 4,9 % | 164 886 | 4,9 % |
| Dette à long terme, y compris la tranche échéant à moins d'un an | 1 246 795 | 40,3 % | 1 402 769 | 41,8 % |
| Dette à court terme, y compris la dette bancaire et les intérêts débiteurs | 53 804 | 1,7 % | 113 719 | 3,4 % |
| | 3 096 787 \$ | 100,0 % | 3 351 949 \$ | 100,0 % |

ÉVALUATION DU RISQUE CONSOLIDÉ

Bien que la direction soit confiante quant aux perspectives à long terme de la société, les risques et incertitudes présentés ci-dessous pourraient avoir un effet négatif sur la situation financière ou les résultats d'exploitation d'Aliant ou de ses filiales. Les risques indiqués peuvent ne pas tout comprendre parce qu'il peut exister d'autres risques qu'Aliant ne connaît pas ou qu'elle considère actuellement comme négligeables pour ses activités consolidées.

Conjoncture économique générale

Les changements dans la conjoncture économique générale, la confiance des consommateurs et les dépenses de ceux-ci influent sur la demande des produits et services de communications d'Aliant. En particulier, le rendement de Technologies de l'information d'Aliant et des composantes des activités de télécommunications en ont souffert. La conjoncture économique faible et le ralentissement dans le secteur d'activité pourraient entraîner :

- une demande plus faible que prévu pour les produits en technologies de l'information et en consultation pour l'intégration des réseaux;
- une croissance plus faible que prévu des produits d'exploitation provenant des données en raison du fléchissement de la demande des entreprises et des clients du gros;
- des produits tirés des interurbains et du sans fil plus faibles que prévu résultant d'une diminution des touristes visitant la région par suite du raffermissement du dollar canadien et des cas de SRAS répertoriés au Canada; et
- un risque de crédit accru des clients faisant monter les provisions pour créances irrécouvrables.

L'existence de ces conditions ou l'émergence de nouvelles conditions pourraient réduire les produits d'exploitation ou accroître les coûts, ce qui nuirait aux résultats. La société surveille constamment la conjoncture économique et déploie des stratégies afin de réduire les risques ou de rajuster les hypothèses utilisées pour enregistrer les effets de ces risques sur les résultats de la société.

Changements technologiques

Aliant exerce ses activités dans un secteur qui connaît sans cesse des changements technologiques, entraînés par les normes du secteur, les demandes des clients et les cycles de vie brefs des produits. Bien qu'une réponse rapide aux changements technologiques offre à Aliant la possibilité de réaliser des gains dans des secteurs à forte croissance des produits d'exploitation, l'impossibilité de réagir rapidement et efficacement pourrait faire en sorte que les produits ou services actuels ne soient plus commercialisables ou que les prix chutent, occasionnant ainsi une baisse du bénéfice net en raison des radiations de stocks et une diminution des produits d'exploitation. La société emboîte le pas aux changements technologiques rapides en se lançant dans le développement de nouveaux services avec des partenaires stratégiques, en accélérant le lancement de nouveaux services et en élaborant un plan de croissance intégrée pour devenir le fournisseur de services de la prochaine génération.

Concurrence accrue

Le Canada atlantique est l'une des régions les plus concurrentielles pour les services de télécommunications en Amérique du Nord. Des sociétés de télécommunications nationales et des sociétés de câblodistribution régionales se livrent concurrence pour la prestation du service local et il est possible que d'autres concurrents pénètrent le marché. Les sociétés de câblodistribution et les fournisseurs de services Internet indépendants ont accru la concurrence quant aux services Internet à un point tel que les prix dans le Canada atlantique sont parmi les plus bas en Amérique du Nord. Le secteur du sans fil est également hautement concurrentiel. Aliant concurrence localement un certain nombre de fournisseurs sans fil nationaux. La concurrence devrait s'intensifier par le développement de nouvelles technologies, de nouveaux produits et de nouveaux services et par des regroupements au sein de l'industrie. La menace de nouveaux concurrents ou d'une présence accrue des concurrents existants demeure toujours une possibilité. La concurrence pourrait affecter les stratégies de prix et la part de marché, réduisant ainsi les produits d'exploitation et le bénéfice net. Aliant surveille constamment la situation et déploie des efforts constants pour assurer la qualité supérieure de sa gamme de produits et services répondant à la demande du marché et facilement accessibles et utilisables.

Modifications de la réglementation

Le CRTC continue de veiller à ce que le milieu canadien reste concurrentiel pour certains services de télécommunications en imposant un cadre réglementaire aux fournisseurs de service local titulaires comme Télécommunications Aliant. Au dernier exercice, la rentabilité d'Aliant a subi le contrecoup des modifications apportées à la réglementation concernant le plafonnement des prix, le régime de contribution et le groupage. Les restrictions se rapportant aux prix et au conditionnement des produits et services de Télécommunications Aliant rend de plus en plus ardue la lutte contre la concurrence. Le CRTC envisage également d'abolir les restrictions quant à la propriété par des étrangers de sociétés des télécommunications, ce qui pourrait amener une concurrence accrue de sociétés étrangères disposant de plus vastes capitaux. La modification de la réglementation du CRTC pourrait se répercuter sur la capacité d'Aliant de livrer concurrence et pourrait donc nuire à ses produits d'exploitation nets. Aliant poursuivra son dialogue avec le CRTC en vue d'accroître la compréhension mutuelle des secteurs clés et des initiatives en matière de réglementation.

Amélioration de la productivité et compression des coûts

La société entreprend et continuera de mettre en œuvre des initiatives pour accroître la productivité et réduire les coûts. Un grand nombre de ces initiatives découlent du souci constant d'Aliant de s'aligner sur ses partenaires stratégiques, d'améliorer ses processus d'affaires et de restructurer ses activités. Dans les trimestres à venir, Aliant entreprendra des initiatives importantes afin d'améliorer la rentabilité du secteur des technologies de l'information. Le fait que les initiatives en vue d'accroître la productivité et de réduire les coûts puissent échouer pourrait avoir un effet négatif sur la rentabilité de la société.

Renégociation des conventions collectives

Les employés d'Aliant jouent un rôle de premier plan dans la capacité de la société d'offrir un avantage concurrentiel axé sur la qualité du service. Le Council of Atlantic Telecommunications Unions (CATU) représente un grand nombre des employés syndiqués d'Aliant. Ces employés sont sans convention collective depuis le 31 décembre 2001. La direction participe aux négociations avec le CATU depuis le 4 mars 2002 et continuera de négocier au cours du troisième trimestre de 2003. La renégociation des conventions collectives pourrait entraîner une hausse des coûts de main-d'œuvre ou des interruptions de travail pouvant nuire aux résultats d'exploitation et à la situation financière d'Aliant.

PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés d'Aliant ont été préparés conformément aux PCGR du Canada. De plus amples renseignements sur les principales conventions comptables utilisées par la société figurent à la note 1 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2002 et à la note 2 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés de la période terminée le 30 juin 2003. Les conventions et méthodes comptables utilisées sont conformes à celles en vigueur dans les plus récents états financiers vérifiés annuels, sauf comme expliqué ci-dessous à la rubrique «Rémunérations et autres paiements à base d'actions».

La préparation des états financiers conformément aux PCGR du Canada exige qu'Aliant effectue des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants présentés des actifs, des passifs, des produits et des charges et la présentation des actifs et passifs éventuels dans les états financiers. Aliant évalue constamment ces estimations et ces hypothèses.

Aliant fonde ses estimations et ses hypothèses sur les résultats passés et d'autres facteurs qui sont jugés raisonnables dans les circonstances. Ils font appel à divers degrés de jugement et d'incertitude, ainsi les montants présentés actuellement dans les états financiers pourraient être inexacts dans le futur.

Aliant considère les estimations et hypothèses décrites dans la présente rubrique comme une partie importante pour la compréhension des états financiers. Ces estimations et hypothèses reposent beaucoup sur le jugement de la direction, sont fondées sur des facteurs qui sont foncièrement incertains et qui sont sujets à changement.

Voici les hypothèses et estimations clés utilisées dans les principales conventions comptables et les modifications aux normes comptables adoptées au cours de la période.

Avantages postérieurs à l'emploi

Aliant et ses filiales offrent certains régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles. Les montants présentés dans les états financiers se rapportant à ces avantages sont calculés selon les calculs actuariels fondés sur des hypothèses. Les principales hypothèses actuarielles incluent le taux d'actualisation, le taux de rendement prévu de

l'actif du régime à long terme, le taux de croissance de la rémunération et le coût des soins de santé couverts par participant. Ces hypothèses sont présentées à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2002. La société examine le caractère approprié de ses hypothèses chaque année. Aliant a réduit le taux de rendement présumé des actifs des régimes de 9,0 % à 7,5 % et abaissé le taux d'actualisation utilisé pour calculer les passifs du régime de 7,0 % à 6,75 %, à partir du 31 décembre 2002. La direction est d'avis que ces hypothèses sont appropriées; mais les écarts entre les hypothèses et les résultats réels pourraient se répercuter sur les engagements au titre des prestations constituées et la charge connexe. La direction a présenté la sensibilité à ses hypothèses clés à la note 10 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

La modification des hypothèses quant aux régimes de retraite adoptée le 31 décembre 2002 se traduit par une augmentation de la charge de retraite à payer et une réduction des bénéficiaires avant impôts de respectivement 5,4 millions de dollars et 10,8 millions de dollars pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2003, avec une hausse avant impôts annuelle prévue d'environ 21,7 millions de dollars. L'incidence de ce fait, combiné à l'augmentation de l'amortissement des pertes actuarielles cumulées des années antérieures, un engagement croissant au titre des régimes de retraite et une valeur plus faible des actifs des régimes de retraite après les pertes des marchés financiers au cours des dernières années, et aux gains plus élevés ouvrant droit à pension des employés contribueront à un coût avant impôts annuel prévu d'environ 37,0 millions de dollars en rapport avec les charges de retraite.

Aliant a présenté des pertes actuarielles nettes non amorties totalisant 372,3 millions de dollars dans ses régimes de retraite à la fin de 2002. Les PCGR du Canada décrivent comment cette perte non amortie doit être constatée comme une charge additionnelle de retraite et reconnaissent que les rendements de placement futurs des actifs des régimes de retraite et les modifications actuarielles peuvent influencer sur le montant de la perte et peuvent même la résorber avec le temps. Compte tenu de ces principes comptables, Aliant estime que l'amortissement des pertes actuarielles passées contribuera pour 5,8 millions de dollars à la charge de retraite en 2003, laquelle est incluse dans l'augmentation de 37,0 millions de dollars de la charge de retraite indiquée précédemment. L'amortissement de 2,9 millions de dollars a été passé en charge durant le premier semestre de 2003. L'impact des pertes de la caisse de retraite non amorties de l'exercice précédent ne peut être déterminé avec certitude parce qu'il sera influencé par les faits survenant dans l'exercice en cours et les exercices à venir. Cependant, on prévoit que la charge de retraite demeurera au moins au niveau actuel pour les prochaines années.

Dépréciation d'actifs à long terme

La société examine chaque année la valeur associée à l'écart d'acquisition de toutes ses unités d'exploitation afin de s'assurer que la juste valeur est supérieure ou égale à la valeur

comptable. En outre, les événements ou les changements de situation au cours de l'exercice peuvent indiquer que la valeur comptable de l'écart d'acquisition ou d'autres actifs à long terme peut ne pas être récupérable, auquel cas une provision pour moins-value est comptabilisée. Toute dépréciation de ces actifs est imputée aux résultats durant la période où cette baisse est calculée.

Aliant utilise la méthode de l'actualisation des flux de trésorerie projetés pour mesurer la dépréciation. La société est d'avis que ses estimations des flux de trésorerie futurs et de la juste valeur sont raisonnables. Les hypothèses sont fondées sur la planification interne et reflètent les hypothèses les plus probables de la société. Ces hypothèses sont sujettes à des incertitudes inhérentes sur lesquelles la direction ne peut exercer aucun contrôle, par conséquent les résultats du test de dépréciation pourraient être différents s'il y a modification des hypothèses ou de la situation. Aliant n'est pas en mesure de prédire si un événement qui entraînera la dépréciation surviendra, ni le moment où il se produira ni comment il influera sur les valeurs des actifs qui ont été présentées.

Éventualités sur les plans juridique et réglementaire

Aliant peut devenir partie à divers litiges et diverses démarches réglementaires dans le cours normal de ses affaires. Des litiges en suspens, des initiatives en matière de réglementation ou des démarches réglementaires peuvent entraîner une perte financière. La société comptabilise les pertes potentielles si elle pense que la perte est probable et qu'elle peut être estimée raisonnablement. Les estimations de la perte sont établies après consultation du conseiller juridique et comportent l'analyse des issues possibles et la supposition de diverses stratégies en matière de litiges et de règlement. Si la résolution d'un point de nature juridique ou réglementaire entraîne un jugement contre Aliant et pour lequel elle n'a pas établi de provision, cela pourrait avoir un effet néfaste important sur nos résultats d'exploitation, nos flux de trésorerie et notre situation financière dans la période au cours de laquelle intervient la décision ou le règlement.

Rémunérations et autres paiements à base d'actions

La norme comptable publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») sur la rémunération à base d'actions à la fin de 2001 a préconisé sans l'exiger l'utilisation de la méthode de la juste valeur pour comptabiliser les attributions à base d'actions autres que les attributions directes d'actions, les droits à la plus-value d'actions et les autres attributions semblables assorties d'un règlement en espèces. Compte tenu des demandes formulées par la communauté financière et du fait que les organismes chargés des normes au Canada et aux États-Unis s'orientent vers l'adoption de la comptabilisation obligatoire à la juste valeur, Aliant a commencé à passer en charge les attributions à base d'actions émises aux employés après le 31 décembre 2002 en utilisant la méthode de la juste valeur. Auparavant, ce coût était estimé et présenté dans les notes afférentes aux états financiers mais n'était pas constaté comme une charge dans les états financiers mêmes. Cette

modification comptable a entraîné une charge connexe pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2003 de respectivement 0,2 million de dollars et 0,4 million de dollars. L'impact négatif prévu cumulatif sur le bénéfice avant impôts pour l'exercice 2003 est de 1,0 million de dollars.

La juste valeur de chaque option attribuée est estimée à la date d'attribution selon le modèle d'établissement du prix des options de Black-Scholes fondé sur les hypothèses moyennes pondérées quant au rendement boursier, à la volatilité prévue, au taux d'intérêt sans risque et à la durée prévue comme présenté à la note 14 afférente aux états financiers consolidés intermédiaires non vérifiés pour la période terminée le 30 juin 2003.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

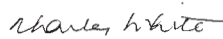
Certaines déclarations contenues dans le présent document, particulièrement les déclarations contenues dans les rubriques «Évaluation du risque consolidé» et «Principales conventions comptables», constituent des déclarations prospectives. Ces déclarations prospectives ont trait à la situation financière future et aux résultats d'exploitation futurs d'Aliant. Ces déclarations sont fondées sur les prévisions et estimations actuelles quant aux marchés dans lesquels Aliant œuvre et sur les opinions et hypothèses de la direction relatives à ces marchés. Dans certains cas, les déclarations prospectives peuvent être indiquées par des termes tels que «prévoit», «croit», «pourrait», «s'attend à», «planifie», «cherche», «peut», «entend», «fera», «objectif», «but» et d'autres expressions similaires. Ces déclarations sont assujetties à des risques et incertitudes importants qui sont difficilement prévisibles et à des hypothèses qui peuvent s'avérer inexacts. Certains des facteurs pouvant amener les résultats ou les événements à différer de manière importante des prévisions actuelles comprennent, sans pour autant s'y limiter, les facteurs présentés à la rubrique «Évaluation du risque consolidé», dont beaucoup échappent au contrôle d'Aliant. Advenant le cas où l'un de ces facteurs aurait une incidence sur la société d'une manière imprévisible, ou advenant le cas où les hypothèses sous-jacentes aux déclarations prospectives s'avèrent inexacts, les prévisions quant aux résultats ou aux événements contenues dans le rapport de gestion pourraient différer de façon importante des résultats ou événements réels. Par conséquent, toute déclaration prospective contenue dans le présent document et les documents dont il est fait référence dans le présent document est assujettie par la présente mise en garde, et aucune assurance ne peut être obtenue quant à la réalisation des résultats ou faits prévus par Aliant, même si ceux-ci se réalisent en quasi-totalité, ou quant aux conséquences et à l'incidence prévues qu'ils auront sur Aliant. Le lecteur doit également consulter la notice annuelle pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002 d'Aliant Inc., de Télécommunications Aliant Inc. et de Stratos Global Corporation. Le lecteur ne doit pas se fier de manière exagérée à toute déclaration prospective. De plus, Aliant décline toute intention ou obligation de mettre à jour ou de réviser l'une ou l'autre de ces déclarations, que ce soit par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

États financiers (non vérifié)

BILANS CONSOLIDÉS

| <i>(en milliers de dollars)</i> | Au 30 juin 2003 | Au 31 décembre 2002 <i>(note 3)</i> |
|---|---------------------|---|
| Actif | | |
| Actif à court terme | | |
| Encaisse et placements à court terme | 232 459 \$ | 261 175 \$ |
| Débiteurs (note 4) | 398 377 | 410 485 |
| Stocks | 27 360 | 27 770 |
| Charges payées d'avance | 67 171 | 41 228 |
| Impôt à recevoir | 11 774 | 55 536 |
| Actifs à court terme destinés à la vente (note 3) | 22 175 | 24 148 |
| | 759 316 | 820 342 |
| Dépenses en capital (note 5) | 2 214 826 | 2 313 793 |
| Autres actifs | | |
| Placements à long terme (note 6) | 32 884 | 37 640 |
| Charges reportées | 117 430 | 118 868 |
| Actifs d'impôts futurs | 45 581 | 18 885 |
| Écart d'acquisition (note 7) | 319 712 | 365 740 |
| Actifs à long terme destinés à la vente (note 3) | 2 654 | 20 448 |
| | 518 261 | 561 581 |
| Total de l'actif | 3 492 403 \$ | 3 695 716 \$ |
| Passif et capitaux propres | | |
| Passif à court terme | | |
| Effets à payer et avances bancaires (note 8) | 35 667 \$ | 95 591 \$ |
| Créditeurs et charges à payer (note 9) | 264 797 | 223 446 |
| Impôts à payer | 20 048 | 10 939 |
| Passif d'impôts futurs | 12 211 | 12 658 |
| Dettes à long terme échéant à moins d'un an (note 10) | 52 463 | 140 278 |
| Passifs à court terme destinés à la vente (note 3) | 19 721 | 19 143 |
| | 404 907 | 502 055 |
| Dettes à long terme (note 10) | 1 194 332 | 1 262 491 |
| Obligation au titre des prestations constituées | 76 158 | 73 873 |
| Crédits reportés | 12 246 | 12 834 |
| Passifs à long terme destinés à la vente (note 3) | 8 572 | 9 002 |
| | 1 696 215 | 1 860 255 |
| Part des actionnaires sans contrôle (note 11) | 151 361 | 164 886 |
| Capitaux propres | | |
| Capital social (note 12) | 1 207 575 | 1 237 650 |
| Surplus d'apport | 69 320 | 69 320 |
| Bénéfices non répartis | 385 913 | 354 080 |
| Gain ou perte de change cumulatif | (17 981) | 9 525 |
| | 1 644 827 | 1 670 575 |
| Total du passif et des capitaux propres | 3 492 403 \$ | 3 695 716 \$ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.
Au nom du conseil d'administration,


Charles White
Président du conseil


Edward Reevey
Administrateur

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

| Pour les périodes terminées les 30 juin (en milliers de dollars, sauf les montants par action) | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|--|---------------------------------|-------------|--------------------------------|--------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| | | (note 3) | | (note 3) |
| Produits d'exploitation (note 13) | 665 474 \$ | 653 272 \$ | 1 308 593 \$ | 1 279 165 \$ |
| Charges | | | | |
| Coût des produits d'exploitation | 164 807 | 167 747 | 346 692 | 347 516 |
| Charges d'exploitation | 246 920 | 238 760 | 493 811 | 456 998 |
| Amortissement | 108 777 | 104 796 | 217 969 | 211 193 |
| | 520 504 | 511 303 | 1 058 472 | 1 015 707 |
| Bénéfice d'exploitation | 144 970 | 141 969 | 250 121 | 263 458 |
| Autres produits (charges) | | | | |
| Gain de change (note 2) | — | 24 402 | — | 23 944 |
| Autres produits (charges) | (228) | 29 955 | (492) | 28 868 |
| | (228) | 54 357 | (492) | 52 812 |
| Intérêts débiteurs | | | | |
| Intérêts sur la dette à long terme | 26 043 | 32 371 | 52 911 | 65 556 |
| Autres intérêts débiteurs (créditeurs) | 225 | (132) | 517 | 221 |
| | 26 268 | 32 239 | 53 428 | 65 777 |
| Bénéfice avant les éléments présentés ci-dessous | 118 474 | 164 087 | 196 201 | 250 493 |
| Impôts sur les bénéfices | 45 416 | 50 164 | 74 684 | 75 999 |
| Bénéfice avant la part des actionnaires sans contrôle | 73 058 | 113 923 | 121 517 | 174 494 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 5 423 | 13 083 | 10 346 | 18 276 |
| Bénéfice net lié aux activités poursuivies | 67 635 \$ | 100 840 \$ | 111 171 \$ | 156 218 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) lié aux activités abandonnées (note 3) | 2 931 \$ | (16 338) \$ | (1 717) \$ | (18 263) \$ |
| Bénéfice net | 70 566 \$ | 84 502 \$ | 109 454 \$ | 137 955 \$ |
| Résultat par action ordinaire (note 14) | | | | |
| De base lié aux activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,71 \$ | 0,77 \$ | 1,09 \$ |
| De base lié aux activités abandonnées | 0,02 | (0,12) | (0,02) | (0,13) |
| De base | 0,49 \$ | 0,59 \$ | 0,75 \$ | 0,96 \$ |
| Dilué lié aux activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,71 \$ | 0,77 \$ | 1,09 \$ |
| Dilué lié aux activités abandonnées | 0,02 | (0,12) | (0,02) | (0,13) |
| Dilué | 0,49 \$ | 0,59 \$ | 0,75 \$ | 0,96 \$ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES BÉNÉFICES NON RÉPARTIS

| Pour les semestres terminés les 30 juin (en milliers de dollars) | 2003 | 2002 |
|--|-------------------|------------|
| Bénéfices non répartis au début de la période | 354 080 \$ | 317 988 \$ |
| Bénéfice net | 109 454 | 137 955 |
| Dividendes sur actions privilégiées | (4 769) | (4 769) |
| Dividendes sur actions ordinaires | (72 852) | (61 319) |
| Bénéfices non répartis à la fin de la période | 385 913 \$ | 389 855 \$ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

| Pour les périodes terminées les 30 juin (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|---|---------------------------------|-------------------|--------------------------------|-------------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| | | (note 3) | | (note 3) |
| Espèces et quasi-espèces provenant des (affectées aux) activités d'exploitation | | | | |
| Bénéfice net lié aux activités poursuivies | 67 635 \$ | 100 840 \$ | 111 171 \$ | 156 218 \$ |
| Ajouter (déduire) les éléments hors caisse : | | | | |
| Amortissement | 108 777 | 104 796 | 217 969 | 211 193 |
| Gain de change | — | (24 402) | — | (23 944) |
| (Gain) perte à la cession d'actifs | 379 | (29 774) | 427 | (29 928) |
| Impôts futurs | (476) | 15 650 | (26 692) | (1 877) |
| Charges de retraite reportées | 11 659 | 2 907 | 23 319 | 5 815 |
| Part du bénéfice des actionnaires sans contrôle | 5 423 | 13 083 | 10 346 | 18 276 |
| Autres éléments hors caisse | (420) | (49) | (297) | (103) |
| | 192 977 | 183 051 | 336 243 | 335 650 |
| Variation des soldes hors caisse du fonds de roulement liés à l'exploitation | (12 550) | (46 341) | 80 723 | (43 343) |
| | 180 427 | 136 710 | 416 966 | 292 307 |
| Espèces et quasi-espèces provenant des (affectées aux) activités de financement | | | | |
| Rachat de débiteurs | (5 000) | (5 000) | (5 000) | (15 000) |
| Produit (remboursement) net des effets à payer et des avances bancaires | 7 822 | 22 508 | (59 924) | (9 391) |
| Produit de la dette à long terme | — | — | — | 100 000 |
| Remboursement de la dette à long terme | (92 962) | (190 883) | (108 783) | (191 415) |
| Augmentation de la part des actionnaires sans contrôle | 138 | 109 917 | 138 | 108 162 |
| Produit de l'émission (du rachat) d'actions ordinaires | (15 614) | 9 165 | (34 649) | 18 499 |
| Dividendes sur actions privilégiées | (2 385) | (2 385) | (4 769) | (4 769) |
| Dividendes sur actions ordinaires | (35 715) | (11 744) | (68 277) | (24 241) |
| | (143 716) | (68 422) | (281 264) | (18 155) |
| Espèces et quasi-espèces provenant des (affectés aux) activités d'investissement | | | | |
| Dépenses en capital | (77 915) | (114 704) | (154 569) | (220 458) |
| Produit de la vente de placements | 374 | 7 703 | 2 481 | 8 676 |
| Augmentation des placements | (14) | (800) | (14) | (1 051) |
| Augmentation des crédits reportés | (28 266) | (14 538) | (26 433) | (1 366) |
| | (105 821) | (122 339) | (178 535) | (214 199) |
| Espèces et placements à court terme provenant des (affectés aux) activités poursuivies | (69 110) | (54 051) | (42 833) | 59 953 |
| Espèces et placements à court terme provenant des (affectés aux) activités abandonnées (note 3) | 18 284 | 4 926 | 19 043 | 4 296 |
| Espèces et placements à court terme au début de la période | 285 576 | 243 678 | 261 175 | 130 304 |
| Effets des variations de taux de change sur l'encaisse | (2 291) | — | (4 926) | — |
| Espèces et placements à court terme à la fin de la période | 232 459 \$ | 194 553 \$ | 232 459 \$ | 194 553 \$ |
| Information supplémentaires | | | | |
| Intérêts versés | 33 997 \$ | 42 078 \$ | \$ 55 458 \$ | 63 658 \$ |
| Intérêts versés | 47 626 \$ | 40 454 \$ | \$ 61 623 \$ | 88 992 \$ |

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Notes complémentaires

1 ÉTATS FINANCIERS INTERMÉDIAIRES

Les conventions et méthodes comptables appliquées aux fins de la présentation des états financiers intermédiaires sont conformes à celles en vigueur pour la présentation des plus récents états financiers annuels pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002, sauf comme expliqué à la note 2 sous

la rubrique «Modifications de conventions comptables». Les présents états financiers intermédiaires non vérifiés doivent être lus avec les états financiers vérifiés de la société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2002.

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

États financiers consolidés

Les états financiers consolidés comprennent les comptes d'Aliant Inc. (la «société») et ceux de toutes les entités qu'elle contrôle ainsi que sa participation proportionnelle aux coentreprises.

Au 30 juin 2003, les principales filiales de la société incluaient : Télécommunications Aliant Inc., Innovatia Inc., Aliant ActiMedia, Technologies de l'information Aliant Inc., Xwave Solutions Inc. et Stratos Global Corporation.

Les filiales suivantes ont été classées comme activités abandonnées : AMI Offshore Inc., Prexar LLC, Services d'énergie Aliant Inc., 3618412 Canada Inc. («SableCom»), comme indiqué à la note 3.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada nécessite que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses ayant une incidence sur les montants d'actifs et de passifs ainsi que la présentation d'actifs et de passifs éventuels constatés à la date des états financiers ainsi que sur les montants des produits et des charges constatés au cours des périodes visées. Les résultats réels pourraient être différents des estimations.

Réglementation

Télécommunications Aliant Inc., principale filiale de télécommunications de la société, est soumise à la réglementation du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes («CRTC»). Le 30 mai 2002, le CRTC a publié la décision

2002-34 («décision sur le plafonnement des prix») qui énonce les nouvelles règles prescrites en vigueur pour une période de quatre ans pour établir la tarification de certains services de télécommunications. En 2003, les répercussions éventuelles de cette décision sur Aliant pourraient changer à la suite d'analyses plus approfondies et de mises au point du CRTC sur le mécanisme de compte de report, comme indiqué à la note 17.

Encaisse et placements à court terme

L'encaisse et les placements à court terme comprennent l'encaisse et les soldes bancaires et les placements dans des instruments du marché monétaire, dont l'échéance initiale est de moins de 90 jours, qui sont facilement convertibles en des montants connus et qui sont sujets à un risque de changement de juste valeur négligeable.

Cession de créances

La société a signé une convention de vente et d'achat en vertu de laquelle elle vend ses droits sur un groupe de créances admissibles actuelles et futures à une fiducie de titrisation qui émet des titres aux investisseurs. Ces opérations sont comptabilisées comme des ventes lorsque la société est réputée avoir abandonné le contrôle sur les créances cédées et qu'elle perçoit un produit de la fiducie autre qu'un droit de bénéficiaire sur les actifs vendus. Les pertes ou les gains sur ces opérations sont comptabilisés à titre d'autres charges ou produits et dépendent en partie de la valeur comptable précédente des créances cédées, qui est répartie entre les créances vendues et les droits conservés en fonction de leur valeur relative à la date de l'opération. La société détermine la juste valeur en fonction

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES suite

de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs prévus selon les meilleures estimations de la direction pour les hypothèses clés, comme les taux d'actualisation, la durée de vie moyenne pondérée des créances et les coefficients de pertes sur créances.

Stocks

Les stocks sont évalués au coût ou à la valeur de réalisation nette, selon le moins élevé des deux montants.

Impôts sur les bénéfices

Les impôts sur les bénéfices de la société sont comptabilisés selon la méthode du passif fiscal. Selon cette méthode, les actifs et les passifs d'impôts futurs sont déterminés d'après les écarts entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et des passifs et sont mesurés à l'aide des taux d'imposition pratiquement en vigueur et les lois qui devraient être en vigueur pour les périodes pendant lesquelles les actifs ou les passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. L'effet d'un changement dans les taux d'imposition pratiquement en vigueur sur les actifs et les passifs d'impôts futurs est constaté dans les résultats de la période où le changement se produit.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. L'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire (figurant au tableau ci-dessous) sur leur durée de vie utile.

| <i>Immobilisations</i> | <i>Méthode</i> | <i>Durée</i> |
|---|----------------|--------------|
| Bâtiments et tours | Linéaire | 10 à 40 ans |
| Installations et matériel de télécommunications | Linéaire | 4 à 40 ans |
| Logiciels d'application et autre matériel | Linéaire | 3 à 15 ans |

Les installations en cours de construction qui ne sont pas encore opérationnelles ne sont pas amorties.

Les gains ou pertes à la cession des immobilisations identifiables sont inclus dans les résultats de l'exercice où ils se produisent.

Placements à long terme

La société comptabilise à la valeur de consolidation ses placements dans les sociétés affiliées sur lesquelles elle exerce une influence notable. Selon cette méthode, le placement est initialement comptabilisé au coût et ensuite rajusté pour refléter la quote-part de la société des bénéfices ou des pertes des sociétés émettrices et réduit du montant des dividendes reçus.

Les placements du portefeuille sont comptabilisés au coût. Les baisses des cours du marché en dessous du coût sont comptabilisées lorsqu'elles sont considérées comme étant durables.

Charges reportées

Les charges reportées comprennent les frais d'émission des titres d'emprunt qui sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de la dette connexe, les commissions versées aux détaillants de téléphones cellulaires et les subventions d'équipement, qui sont amorties sur la durée des contrats des clients, ainsi que les commissions pour les services Internet, qui sont amorties sur une durée définie de la relation avec le client. Les charges reportées comprennent également les droits conservés de la société inclus dans les débiteurs cédés à une fiducie de titrisation.

Écart d'acquisition

L'écart d'acquisition correspond à l'excédent, aux dates d'acquisition, du coût sur la juste valeur des montants nets attribués à chaque actif acquis et à chaque passif pris en charge. La société réévalue annuellement l'écart d'acquisition de toutes ses unités d'exploitation afin de s'assurer que leur juste valeur demeure supérieure ou égale à leur valeur comptable. Toute dépréciation de l'écart d'acquisition est imputée aux résultats au cours de la période où elle est constatée.

Instruments financiers dérivés

La société utilise des instruments financiers dérivés dans la gestion de ses risques de change et de taux d'intérêt. Selon la politique de la société, elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation.

Selon la politique de la société, elle désigne en bonne et due forme chaque instrument financier dérivé comme couverture d'un actif et d'un passif figurant au bilan bien identifié ou d'engagements fermes spécifiques. Elle estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque la durée jusqu'à l'échéance, le montant du notionnel et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument ou de l'opération couvert.

La société peut avoir recours périodiquement à des contrats de change à terme dans la gestion de ses risques de variation du cours des devises. Les contrats de change à terme sont comptabilisés à titre de couverture dans la mesure où ils sont désignés comme couvertures d'engagements de devises fermes, et qu'ils sont efficaces à ce titre. Les gains et les pertes de contrat de change à terme sont constatés dans les résultats au cours de la même période que les gains et les pertes des opérations de couverture sous-jacentes.

La société a conclu des contrats de swap de taux d'intérêt et des swaptions afin de gérer ses risques de taux d'intérêt liés à certaines obligations à long terme. Les montants à payer ou à recevoir en vertu de ces contrats sont comptabilisés dans les

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES suite

intérêts débiteurs. En outre, les primes reçues ou versées en vertu des contrats de swap de taux d'intérêt, le cas échéant, sont amorties à titre de rajustement des intérêts courus pour la période à compter de la réception, ou du paiement, des rentrées de primes jusqu'à l'échéance de la dette sous-jacente.

Les gains ou les pertes réalisés et non réalisés rattachés aux instruments dérivés qui ont pris fin ou qui ont cessé d'être efficaces avant l'échéance sont reportés et inscrits dans les charges reportées au bilan et constatés dans les résultats de la période au cours de laquelle l'opération couverte sous-jacente est constatée. Si un élément couvert désigné est vendu, est éteint ou vient à échéance avant que l'instrument dérivé connexe ne prenne fin, tout gain ou toute perte réalisé ou non réalisé sur cet instrument dérivé est constaté dans les résultats.

Avantages postérieurs à l'emploi

La société et ses filiales offrent certains régimes de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi aux employés admissibles, dont des régimes de retraite contributifs à cotisations déterminées, des régimes de retraite fin de carrière non contributifs à prestations déterminées, ainsi que des régimes complémentaires tels que des régimes d'assurance-vie et de soins de santé.

La société constate ses obligations en vertu des régimes d'avantages sociaux et les coûts connexes déduction faite des actifs des régimes. La société a adopté les conventions suivantes pour ses régimes de retraite à prestations déterminées et autres avantages postérieurs à l'emploi :

- a) Le coût des prestations de retraite et des autres avantages postérieurs à l'emploi gagnés par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services, à partir des hypothèses les plus probables de la direction concernant le rendement prévu des placements des régimes, la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite des employés et les coûts prévus des soins de santé.
- b) Pour les besoins du calcul du taux de rendement prévu des actifs des régimes, ces actifs sont évalués à une valeur axée sur la valeur marchande.
- c) Le coût des services passés découlant des modifications aux régimes est amorti selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs à la date des modifications.
- d) L'excédent du gain actuariel net (de la perte actuarielle nette) sur 10 % de l'obligation au titre des prestations, ou sur 10 % de valeur liée au marché des actifs des régimes si ce dernier montant est plus élevé, est amorti sur la durée résiduelle moyenne d'activité des employés actifs, soit 16 ans au 30 juin 2003 (16 ans au 31 décembre 2002).
- e) Lorsque la restructuration d'un régime d'avantages sociaux entraîne à la fois une compression et un règlement des obligations découlant de ce régime, la compression est comptabilisée avant le règlement.

f) Une évaluation est effectuée au moins une fois tous les trois ans afin de déterminer la valeur actuarielle des prestations constituées et des avantages postérieurs à l'emploi autres que les prestations de retraite.

Les coûts de régime à cotisations déterminées sont constatés à mesure que les employés rendent des services au cours de l'exercice.

Résultat par action ordinaire

Le résultat par action ordinaire est déterminé selon le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation pour la période. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions et en fonction du nombre moyen d'actions ordinaires et d'équivalents dilutifs en actions ordinaires.

Régime de rémunération à base d'actions

La société a un régime de rémunération à base d'actions pour les dirigeants et certains cadres supérieurs, qui est décrit à la note 15. Pour les attributions à base d'actions consenties après le 1^{er} janvier 2003, une charge de rémunération commence à être comptabilisée lorsque les options sur actions sont émises, jusqu'à pleine reconnaissance au cours de la période d'acquisition de trois ans. Une charge de rémunération est également comptabilisée pour les contributions de la société au régime d'achat d'actions des employés.

Une filiale de la société dispose de son propre régime de rémunération à base d'actions pour ses actions. Les participants à ce plan peuvent choisir d'encaisser les options plutôt que d'exercer celles-ci. La société constate un passif et une charge de rémunération liés à ces attributions selon leur valeur intrinsèque à la date où elles sont attribuées. Les fluctuations subséquentes du montant de ce passif attribuables aux variations du cours de l'action sont comptabilisées comme une charge de rémunération.

Conversion de devises

En date du 1^{er} juillet 2002, les faits et les circonstances économiques entourant les établissements étrangers de la société ont changé de sorte que ces établissements, auparavant classés comme intégrés, sont maintenant considérés comme autonomes. Cette modification découle d'une réduction importante de la garantie financière que la société fournit au prêteur d'une entité étrangère et des faits évidents au cours des deux premiers trimestres de 2002 sur la capacité de l'établissement étranger de respecter ses obligations à l'égard du service de la dette, ce qui limite ainsi le risque de la société envers la garantie restante. Par conséquent, la société a changé de méthode de conversion, adoptant la méthode du cours de clôture plutôt que la méthode temporelle.

Les actifs et les passifs des établissements étrangers autonomes de la société sont convertis selon la méthode du cours de

2 SOMMAIRE DES PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES suite

clôture au taux de change en vigueur à la date du bilan, soit 1,00 \$ US pour 1,35 \$ CA au 30 juin 2003 (1,00 \$ US pour 1,58 \$ CA au 31 décembre 2002). Les gains ou les pertes non réalisés qui en découlent sont reportés et inclus dans les capitaux propres, sous le poste gain ou perte de change cumulatif. La variation de ce poste témoigne de la fluctuation des taux de change au cours de la période. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen de la période.

Modifications de conventions comptables

Conformément aux nouvelles normes comptables de l'ICCA relativement aux rémunérations à base d'actions et autres paiements à base d'actions, la société n'inscrit pas de charge de rémunération à l'émission d'options sur actions à ses employés en vertu de son propre régime d'options sur actions pour les attributions antérieures au 1^{er} janvier 2003.

Toutefois, comme les normes l'exigent, la société présente de l'information pro forma relativement au bénéfice net et au résultat par action en utilisant la méthode de la juste valeur marchande pour les attributions au titre de rémunération à base d'actions. L'information pro forma est présentée à la note 14. Une filiale de la société a également adopté cette méthode comptable.

Pour les attributions au titre de rémunération à base d'actions consenties par la société après le 1^{er} janvier 2003, la société a modifié sa convention comptable de façon à comptabiliser la charge de rémunération à l'émission des options sur actions aux salariés calculée au moyen de la méthode de la juste valeur. Cette modification a entraîné une hausse des dépenses de 0,2 million de dollars et de 0,4 million de dollars respectivement pour le trimestre et le semestre terminés le 30 juin 2003.

3 ACTIVITÉS ABANDONNÉES

Depuis le 1^{er} janvier 2003, Innovatia Inc., dont les résultats étaient auparavant enregistrés dans le secteur des activités en émergence, a été transférée au secteur des télécommunications. Le reste de l'actif du secteur des activités en émergence, qui comprend AMI Offshore Inc., Prexar LLC et iMagicTV Inc., a été vendu ou encore est destiné à la vente.

En avril 2003, la part dans iMagicTV Inc. a été vendue et la vente de Prexar LLC a été conclue en mai 2003. À la fin de juin 2003, la vente de AMI Offshore Inc. et de SableCom était en voie de réalisation, et celle de Services d'énergie

Aliant Inc. était sur le point de se conclure. Ces activités devraient être terminées d'ici la fin de l'exercice.

Aux fins des états financiers, les résultats des activités de AMI Offshore Inc., Prexar LLC, iMagicTV Inc., Services d'énergie Aliant Inc. et SableCom sont présentés dans les activités abandonnées. Par conséquent, les états financiers de périodes précédentes, y compris l'information sectorielle présentée à la note 13, ont été reclassés afin de refléter cette situation.

Voici le sommaire de l'état des résultats des activités abandonnées :

| (en milliers de dollars) | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|---|---------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| Produits d'exploitation | 10 264 \$ | 16 837 \$ | 22 578 \$ | 36 591 \$ |
| Charges | 14 767 | 18 111 | 30 075 | 39 329 |
| Autres charges | 4 558 | 17 986 | 6 831 | 18 423 |
| Gain à la vente | 10 858 | — | 10 858 | — |
| Intérêt sur la dette à long terme | 116 | 152 | 280 | 310 |
| Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôt) | (783) | (3 431) | (1 387) | (4 052) |
| Part des bénéfices (de la perte) des actionnaires sans contrôle | (467) | 357 | (646) | 844 |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | 2 931 \$ | (16 338) \$ | (1 717) \$ | (18 263) \$ |

4 CESSIION DE CRÉANCES

En vertu d'une convention datée du 13 décembre 2001, la société vend certaines créances à une fiducie de titrisation. Le montant en excédent des créances cédées sur le produit au comptant représente les droits conservés de la société et le montant de surdimensionnement des créances cédées et est inclus dans les charges reportées. La société demeure exposée à certains risques de défaut sur le montant des créances en titrisation. Elle a procuré certaines améliorations du crédit sous la forme d'un surdimensionnement et d'une subordination de ses droits conservés. L'acheteur et ses investisseurs n'ont aucun recours sur les autres actifs de la société si le débiteur fait défaut de payer les montants lorsqu'ils deviennent exigibles.

En vertu de la convention, les créances vendues sont assorties de services de gestion complets de sorte que la société continue de gérer leur recouvrement. L'acheteur réinvestira

les fonds tirés du recouvrement dans l'achat de droits additionnels liés aux créances de la société jusqu'à l'expiration de la convention le 13 décembre 2006.

Au 30 juin 2003, la société avait vendu des créances pour un montant de 130,0 millions de dollars (135,0 millions de dollars au 31 décembre 2002) et cédé des créances pour un montant de 158,7 millions de dollars (164,9 millions de dollars au 31 décembre 2002) à la fiducie. Un droit conservé de 28,7 millions de dollars (29,9 millions de dollars au 31 décembre 2002) a été inclus dans les charges reportées.

Au cours du semestre terminé le 30 juin 2003, la société a enregistré une perte avant impôts d'environ 2,3 millions de dollars (3,7 millions de dollars en 2002) à la cession de créances.

5 DÉPENSES EN CAPITAL

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | | |
|---|---------------------|----------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| Terrains | 15 125 \$ | — \$ | 15 125 \$ |
| Bâtiments et tours | 340 566 | 169 171 | 171 395 |
| Installations de télécommunications et autre matériel | 4 273 000 | 2 702 239 | 1 570 761 |
| Logiciels d'application et autre matériel | 905 585 | 499 821 | 405 764 |
| Immobilisations en construction | 42 463 | — | 42 463 |
| Pièces et fournitures | 9 318 | — | 9 318 |
| | 5 586 057 \$ | 3 371 231 \$ | 2 214 826 \$ |

(en milliers de dollars)

| | 31 décembre 2002 | | |
|---|---------------------|----------------------|------------------------|
| | Coût | Amortissement cumulé | Valeur comptable nette |
| Terrains | 15 568 \$ | — \$ | 15 568 \$ |
| Bâtiments et tours | 339 975 | 165 285 | 174 690 |
| Installations de télécommunications et autre matériel | 4 242 723 | 2 616 912 | 1 625 811 |
| Logiciels d'application et autre matériel | 928 655 | 462 875 | 465 780 |
| Installations en construction | 22 690 | — | 22 690 |
| Pièces et fournitures | 9 254 | — | 9 254 |
| | 5 558 865 \$ | 3 245 072 \$ | 2 313 793 \$ |

6 PLACEMENTS À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | 31 décembre 2002 |
|---|------------------|------------------|
| Placements assujettis à une influence notable | (153) \$ | — \$ |
| Placements de portefeuille | 33 037 | 37 640 |
| | 32 884 \$ | 37 640 \$ |

7 ÉCART D'ACQUISITION

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | 31 décembre 2002 |
|--|-------------------|------------------|
| Écart d'acquisition, au coût | 406 538 \$ | 456 154 \$ |
| Provision cumulative pour dépréciation | (50 000) | (50 000) |
| Amortissement cumulé | (36 826) \$ | (40 414) \$ |
| | 319 712 \$ | 365 740 \$ |

Les variations de coût de l'écart d'acquisition et de l'amortissement cumulé sont le fait de fluctuations de devises étrangères.

8 EFFETS À PAYER ET AVANCES BANCAIRES

Au 30 juin 2003, la société ne devait rien (néant au 31 décembre 2002) en vertu de son programme de papier commercial. La société a des lignes de crédit disponibles de 460,0 millions de dollars (535,0 millions de dollars au 31 décembre 2002). Ces lignes comprennent des lignes consenties de 350,0 millions de dollars (300,0 millions de dollars au 31 décembre 2002) aux fins de soutien du programme de papier commercial de la société, aucun montant (125,0 millions de dollars au

31 décembre 2002) aux fins de soutien de la garantie d'un prêt à Stratos et des lignes d'exploitation disponibles de 110,0 millions de dollars (110,0 millions de dollars au 31 décembre 2002). Certaines filiales de la société ont aussi des lignes de crédit disponibles totalisant 57,0 millions de dollars (125,0 millions de dollars au 31 décembre 2002) à des fins d'exploitation et d'acquisition.

9 IMPUTATION DE RESTRUCTURATION

Au cours de 2001, la société a entrepris une importante restructuration qui s'est traduite par une imputation de 111,2 millions de dollars aux résultats. La restructuration entreprise en 2001 consiste en une accélération des plans à long terme visant à réaliser des économies de coûts et à accroître les efficacités résultant du regroupement et de l'intégration des activités.

Les coûts de réduction de l'effectif et les frais liés à l'intégration opérationnelle continuent d'être imputés à la provision pour restructuration comptabilisée au

31 décembre 2001. Ces coûts englobent les indemnités de cessation d'emploi, la charge et les prestations de retraite ainsi que les coûts de regroupement des systèmes et des services, de réduction des effectifs dans les unités d'exploitation, de résiliation de contrats et de rationalisation des postes de direction et d'administration.

Au 30 juin 2003, le solde de la provision pour restructuration compris dans les créditeurs et charges à payer totalisait 3,2 millions de dollars (10,0 millions de dollars au 31 décembre 2002). Le solde sera réduit au cours de 2003.

10 DETTE À LONG TERME

(en milliers de dollars)

| | Taux d'intérêt | Échéance | 30 juin 2003 | 31 décembre 2002 |
|---|--|----------------|---------------------|------------------|
| Télécommunications | | | | |
| Effets | 5,35 % – 6,80 % | 2004 – 2011 | 600 000 \$ | 600 000 \$ |
| Obligations | 8,76 % – 11,45 % | 2008 – 2019 | 192 500 | 192 500 |
| Déventures | 8,30 % – 11,13 % | 2013 – 2025 | 200 000 | 265 000 |
| Divers | | | 1 100 | 2 000 |
| | | | 993 600 | 1 059 500 |
| Valeur actuelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | 5 188 | 3 526 |
| Total – Télécommunications | | | 998 788 | 1 063 026 |
| Technologies de l'information | | | | |
| Hypothèques | Taux préférentiel plus 1,00 % – 1,50 % | 2012 | 469 | 917 |
| Valeur actuelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | 452 | 429 |
| Total – Technologies de l'information | | | 921 | 1 346 |
| Communications à distance | | | | |
| Emprunt à terme | TIOL + 2,00 % | 2005 | 228 267 | 291 856 |
| Facilité de crédit aux fins d'acquisition | TIOL + 2,00 % | 2004 | 16 709 | 44 173 |
| Divers | 7,59 % | Diverses dates | 1 680 | 2 368 |
| Valeur actuelle des obligations découlant de contrats de location-acquisition | | | 430 | 429 |
| Total – Communications à distance | | | 247 086 | 338 397 |
| Total de la dette à long terme | | | 1 246 795 | 1 402 769 |
| Moins la tranche échéant à moins d'un an | | | 52 463 | 140 278 |
| | | | 1 194 332 \$ | 1 262 491 \$ |

Le 16 juin 2003, une déventure du NBTel de série A1 de 65 millions de dollars, portant intérêt à 6,40 %, est arrivée à échéance

11 PART DES ACTIONNAIRES SANS CONTRÔLE

La part des actionnaires sans contrôle comprend les actions ordinaires de filiales détenues par des tiers.

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | 31 décembre 2002 |
|---------------------------------|-------------------|------------------|
| Stratos Global Corporation | 148 070 \$ | 161 612 \$ |
| TechKnowledge Inc. | 687 | 839 |
| Atlantic Mobility Products Ltd. | 2 604 | 2 435 |
| | 151 361 \$ | 164 886 \$ |

12 CAPITAL SOCIAL

Autorisé

Un nombre illimité d'actions privilégiées rachetables à dividende cumulatif à un prix de 25,00 \$ l'action et assorties d'un taux de dividende annuel fixe de 1,3625 \$ l'action. Ces actions sont sans droit de vote, sauf dans certaines conditions, et sont rachetables par la société à son gré le 30 juin 2006 ou le 30 juin de la dernière année de chaque période de

cinq ans par la suite. Les porteurs d'actions privilégiées (de série 2) pourront convertir leurs actions privilégiées de série 2 en actions privilégiées de série 3, le 30 juin 2006 ou le 30 juin de la dernière année de chaque période de cinq ans par la suite, si la société n'émet pas d'avis de rachat.

Un nombre illimité d'actions ordinaires sans valeur nominale.

Émis

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | | 31 décembre 2002 | |
|---------------------------------|------------------|---------------------|------------------|---------------------|
| | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant |
| Actions privilégiées de série 2 | 7 000 000 | 172 264 \$ | 7 000 000 | 172 264 \$ |
| Actions ordinaires | 138 505 154 | 1 035 311 | 139 513 639 | 1 065 386 |
| | | 1 207 575 \$ | | 1 237 650 \$ |

Le tableau suivant résume les opérations sur les actions ordinaires émises de la société :

(en milliers de dollars)

| | 30 juin 2003 | | 31 décembre 2002 | |
|--|--------------------|--------------------|------------------|-----------|
| | Nombre d'actions | Montant | Nombre d'actions | Montant |
| Régime d'options sur actions (note 15) | 221 986 | 3 984 \$ | 437 018 | 7 369 \$ |
| Régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires | 105 229 | 2 997 | 1 373 235 | 38 335 |
| Régime d'épargne-actions des employés (note 15) | — | — | 441 539 | 12 452 |
| Actions rachetées pour annulation | (1 335 700) | (37 056) | (264 300) | (7 186) |
| | (1 008 485) | (30 075) \$ | 1 987 492 | 50 970 \$ |

En vertu des dispositions du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires de la société ainsi que du régime d'épargne-actions des employés, les actionnaires peuvent acquérir des actions ordinaires supplémentaires plutôt que de recevoir des dividendes en espèces de la société.

Au cours de la période, la société a émis des actions dans le cadre du régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions des porteurs d'actions ordinaires et du régime d'épargne-actions des employés plutôt que de verser un dividende en espèces d'un montant de 4,6 millions de dollars (41,5 millions de dollars au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2002).

Le 18 juillet 2002, Aliant Inc. a annoncé l'acceptation par la Bourse de Toronto de l'avis d'intention d'acquérir de temps

à autre jusqu'à concurrence de 1 600 000 de ses actions ordinaires en circulation à la Bourse de Toronto, ce qui représente environ 1,1 % des actions ordinaires d'Aliant Inc. émises et en circulation à cette date, soit 139 567 382 actions ordinaires. En vertu de l'offre, la société acquerrait au comptant, de temps à autre, ses actions ordinaires au cours du marché par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Les acquisitions d'actions ordinaires peuvent avoir lieu pendant la période de douze mois débutant le 22 juillet 2002 et se terminant le 21 juillet 2003. Depuis juin 2003, Aliant Inc. a racheté et annulé la totalité des 1 600 000 actions.

Pour le semestre terminé le 30 juin 2003, la société a racheté et annulé 1 335 700 actions (264 300 au cours de la période terminée le 31 décembre 2002) pour un prix total de 37,1 millions de dollars (7,2 millions de dollars au cours de la période terminée le 31 décembre 2002).

13

INFORMATIONS SECTORIELLES

La société exerce ses activités dans les trois secteurs isolables suivants :

Télécommunications – offre une vaste gamme de services de télécommunications au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse, à l'Île-du-Prince-Édouard, à Terre-Neuve et au Labrador. Ce secteur d'activité comprend Télécommunications Aliant Inc., Innovatia Inc. et Aliant ActiMedia.

Technologies de l'information – offre des services d'intégration de systèmes, de conception d'applications, d'installation de réseaux locaux, de gestion de réseau étendu, de centres de données, de RVA et de planification des technologies de l'information. Ce secteur d'activité comprend Xwave Solutions Inc.

Communications à distance – offre une vaste gamme de services de communications par satellite à divers clients sur les marchés internationaux. Ce secteur d'activité comprend Stratos Global Corporation et ses filiales.

En date du 1^{er} janvier 2003, Innovatia Inc. a été transférée au secteur des télécommunications et les autres activités en émergence ont été présentées sous le poste «Activités abandonnées».

Ces secteurs isolables sont gérés à titres d'unités d'exploitation distinctes. Ces dernières exercent leurs activités dans divers secteurs et nécessitent des stratégies de marché et des technologies différentes.

Les conventions comptables suivies par ces secteurs sont les mêmes que celles décrites à la note 2. La société évalue le rendement en fonction d'un certain nombre d'indicateurs financiers et non financiers dont le bénéfice net, le rendement des capitaux propres et la croissance des produits d'exploitation.

La société comptabilise les ventes et les transferts intersectoriels comme s'ils se rapportaient à des tiers, c'est-à-dire aux prix courants du marché.

13 INFORMATIONS SECTORIELLES suite

Pour le trimestre terminé le 30 juin (en milliers de dollars)

2003

| | Télécommunications | Technologies de l'information | Communications à distance | Divers | Éliminations | Données consolidées |
|--|--------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------|----------------|---------------------|
| Produits — clients externes | 458 797 \$ | 54 622 \$ | 151 406 \$ | 649 \$ | — \$ | 665 474 \$ |
| Produits intersectoriels | 5 276 | 32 096 | — | — | (37 372) | — |
| Produits d'exploitation | 464 073 | 86 718 | 151 406 | 649 | (37 372) | 665 474 |
| Charges d'exploitation | 240 656 | 84 872 | 119 034 | 5 739 | (38 574) | 411 727 |
| Amortissement | 96 042 | 3 007 | 10 395 | 291 | (958) | 108 777 |
| Gain de change | — | — | — | — | — | — |
| Autres produits (charges) | 628 | 54 | — | 2 642 | (3 552) | (228) |
| Intérêts débiteurs | 20 778 | 631 | 5 548 | 2 863 | (3 552) | 26 268 |
| Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôt) | 41 960 | (716) | 4 802 | (1 303) | 673 | 45 416 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 1 | 23 | 5 437 | (38) | — | 5 423 |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies | 65 264 \$ | (1 045) \$ | 6 190 \$ | (4 261) \$ | 1 487 \$ | 67 635 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | — \$ | — \$ | — \$ | 2 931 \$ | — \$ | 2 931 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) | 65 264 \$ | (1 045) \$ | 6 190 \$ | (1 330) \$ | 1 487 \$ | 70 566 \$ |
| Total de l'actif | 2 696 330 \$ | 168 533 \$ | 686 558 \$ | 1 960 410 \$ | (2 019 428) \$ | 3 492 403 \$ |
| Dépenses en capital | 71 379 \$ | 633 \$ | 5 082 \$ | 821 \$ | — \$ | 77 915 \$ |

Pour le trimestre terminé le 30 juin (en milliers de dollars)

2002 (note 3)

| | Télécommunications | Technologies de l'information | Communications à distance | Divers | Éliminations | Données consolidées |
|--|--------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------|----------------|---------------------|
| Produits — clients externes | 455 578 \$ | 66 872 \$ | 128 749 \$ | 2 073 \$ | — \$ | 653 272 \$ |
| Produits intersectoriels | 4 211 | 36 783 | — | (417) | (40 577) | — |
| Produits d'exploitation | 459 789 | 103 655 | 128 749 | 1 656 | (40 577) | 653 272 |
| Charges d'exploitation | 239 692 | 94 820 | 105 605 | 4 954 | (38 564) | 406 507 |
| Amortissement | 91 524 | 2 945 | 10 176 | 151 | — | 104 796 |
| Gain de change | — | — | 24 402 | — | — | 24 402 |
| Autres produits (charges) | (327) | 43 | 193 | 32 965 | (2 919) | 29 955 |
| Intérêts débiteurs | 22 208 | 384 | 11 165 | 1 401 | (2 919) | 32 239 |
| Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôt) | 42 776 | 2 519 | 1 017 | 4 386 | (534) | 50 164 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 223 | 6 | 12 895 | (41) | — | 13 083 |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies | 63 039 \$ | 3 024 \$ | 12 486 \$ | 23 770 \$ | (1 479) \$ | 100 840 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | — \$ | — \$ | — \$ | (16 338) \$ | — \$ | (16 338) \$ |
| Bénéfice net (perte nette) | 63 039 \$ | 3 024 \$ | 12 486 \$ | 7 432 \$ | (1 479) \$ | 84 502 \$ |
| Total de l'actif | 2 744 134 \$ | 246 379 \$ | 792 991 \$ | 1 990 815 \$ | (1 889 756) \$ | 3 884 563 \$ |
| Dépenses en capital | 103 098 \$ | 3 367 \$ | 8 004 \$ | 235 \$ | — \$ | 114 704 \$ |

13 INFORMATIONS SECTORIELLES suite

Pour le semestre terminé le 30 juin (en milliers de dollars)

2003

| | Télécommunications | Technologies de l'information | Communications à distance | Divers | Éliminations | Données consolidées |
|--|--------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------|----------------|---------------------|
| Produits — clients externes | 883 944 \$ | 128 454 \$ | 295 462 \$ | 733 \$ | — \$ | 1 308 593 \$ |
| Produits intersectoriels | 9 990 | 66 323 | — | — | (76 313) | — |
| Produits d'exploitation | 893 934 | 194 777 | 295 462 | 733 | (76 313) | 1 308 593 |
| Charges d'exploitation | 482 796 | 194 466 | 230 209 | 11 237 | (78 205) | 840 503 |
| Amortissement | 192 215 | 5 791 | 21 397 | 414 | (1 848) | 217 969 |
| Gain de change | — | — | — | — | — | — |
| Autres produits (charges) | 182 | (39) | — | 5 370 | (6 005) | (492) |
| Intérêts débiteurs | 41 590 | 1 264 | 12 073 | 4 506 | (6 005) | 53 428 |
| Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôt) | 69 589 | (2 429) | 9 398 | (2 335) | 461 | 74 684 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 1 | (40) | 10 467 | (82) | — | 10 346 |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies | 107 925 \$ | (4 314) \$ | 11 918 \$ | (7 637) \$ | 3 279 \$ | 111 171 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | — \$ | — \$ | — \$ | (1 717) \$ | — \$ | (1 717) \$ |
| Bénéfice net (perte nette) | 107 925 \$ | (4 314) \$ | 11 918 \$ | (9 354) \$ | 3 279 \$ | 109 454 \$ |
| Total de l'actif | 2 696 330 \$ | 168 533 \$ | 686 558 \$ | 1 960 410 \$ | (2 019 428) \$ | 3 492 403 \$ |
| Dépenses en capital | 141 169 \$ | 1 141 \$ | 11 100 \$ | 1 159 \$ | — \$ | 154 569 \$ |

Pour le semestre terminé le 30 juin (en milliers de dollars)

2002 (note 3)

| | Télécommunications | Technologies de l'information | Communications à distance | Divers | Éliminations | Données consolidées |
|--|--------------------|-------------------------------|---------------------------|--------------|----------------|---------------------|
| Produits — clients externes | 870 606 \$ | 150 374 \$ | 255 289 \$ | 2 896 \$ | — \$ | 1 279 165 \$ |
| Produits intersectoriels | 8 590 | 74 807 | — | (325) | (83 072) | — |
| Produits d'exploitation | 879 196 | 225 181 | 255 289 | 2 571 | (83 072) | 1 279 165 |
| Charges d'exploitation | 463 939 | 207 766 | 200 732 | 11 372 | (79 295) | 804 514 |
| Amortissement | 184 990 | 5 800 | 19 933 | 470 | — | 211 193 |
| Gain de change | — | — | 23 944 | — | — | 23 944 |
| Autres produits (charges) | (1 161) | 72 | — | 35 504 | (5 547) | 28 868 |
| Intérêts débiteurs | 43 991 | 757 | 23 604 | 2 972 | (5 547) | 65 777 |
| Impôts sur les bénéfices (recouvrement d'impôt) | 72 779 | 5 003 | (3 462) | 2 987 | (1 308) | 75 999 |
| Part des actionnaires sans contrôle | 417 | (27) | 17 968 | (82) | — | 18 276 |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités poursuivies | 111 919 \$ | 5 954 \$ | 20 458 \$ | 20 356 \$ | (2 469) \$ | 156 218 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | — \$ | — \$ | — \$ | (18 263) \$ | — \$ | (18 263) \$ |
| Bénéfice net (perte nette) | 111 919 \$ | 5 954 \$ | 20 458 \$ | 2 093 \$ | (2 469) \$ | 137 955 \$ |
| Total de l'actif | 2 744 134 \$ | 246 379 \$ | 792 991 \$ | 1 990 815 \$ | (1 889 756) \$ | 3 884 563 \$ |
| Dépenses en capital | 193 622 \$ | 4 313 \$ | 22 197 \$ | 326 \$ | — \$ | 220 458 \$ |

13 INFORMATIONS SECTORIELLES suite

Produits d'exploitation provenant des clients externes, par produit et service :

| <i>(en milliers de dollars)</i> | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|--------------------------------------|---------------------------------|------------|--------------------------------|--------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| Télécommunications | | | | |
| Services locaux | 188 473 \$ | 193 514 \$ | 376 496 \$ | 383 473 \$ |
| Services interurbains | 92 523 | 97 836 | 188 613 | 195 002 |
| Services sans fil | 80 485 | 67 404 | 153 646 | 128 628 |
| Autres télécommunications | 97 316 | 96 824 | 165 189 | 163 503 |
| | 458 797 | 455 578 | 883 944 | 870 606 |
| Technologies de l'information | | | | |
| Solutions matérielles | 24 937 | 35 276 | 72 504 | 90 180 |
| Services | 29 685 | 31 596 | 55 950 | 60 194 |
| | 54 622 | 66 872 | 128 454 | 150 374 |
| Communications à distance | | | | |
| Communications mobiles par satellite | 116 318 | 93 590 | 224 228 | 184 196 |
| Services à large bande | 35 088 | 35 159 | 71 234 | 71 093 |
| | 151 406 | 128 749 | 295 462 | 255 289 |
| Autres services | 649 | 2 073 | 733 | 2 896 |
| | 665 474 \$ | 653 272 \$ | 1 308 593 \$ | 1 279 165 \$ |

14 RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE

| <i>(en milliers de dollars, sauf les montants par action)</i> | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|---|---------------------------------|------------|--------------------------------|------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires : | | | | |
| Bénéfice net découlant des activités poursuivies | 67 635 \$ | 100 840 \$ | 111 171 \$ | 156 218 \$ |
| Dividendes sur actions privilégiées | (2 385) | (2 385) | (4 769) | (4 769) |
| Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires | | | | |
| découlant des activités poursuivies | 65 250 \$ | 98 455 \$ | 106 402 \$ | 151 449 \$ |
| Bénéfice net (perte nette) découlant des activités abandonnées | 2 931 | (16 338) | (1 717) | (18 263) |
| Bénéfice net attribuable aux actions ordinaires | 68 181 \$ | 82 117 \$ | 104 685 \$ | 133 186 \$ |
| De base : | | | | |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation | 138 683 | 138 891 | 138 976 | 138 355 |
| Résultat de base par action ordinaire découlant des activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,71 \$ | 0,77 \$ | 1,09 \$ |
| Résultat de base par action ordinaire découlant des activités abandonnées | 0,02 | (0,12) | (0,02) | (0,13) |
| Résultat de base par action ordinaire | 0,49 \$ | 0,59 \$ | 0,75 \$ | 0,96 \$ |
| Dilué : | | | | |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation | 138 683 | 138 891 | 138 976 | 138 355 |
| Incidence des options sur actions en circulation | — | 69 | — | 79 |
| | 138 683 | 138 960 | 138 976 | 138 434 |
| Résultat dilué par action ordinaire découlant des activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,71 \$ | 0,77 \$ | 1,09 \$ |
| Résultat dilué par action ordinaire découlant des activités abandonnées | 0,02 | (0,12) | (0,02) | (0,13) |
| Résultat dilué par action ordinaire | 0,49 \$ | 0,59 \$ | 0,75 \$ | 0,96 \$ |

14 RÉSULTAT PAR ACTION ORDINAIRE suite

Les actions ordinaires pouvant être émises par la société en vertu de son régime d'options sur actions n'ont pas été incluses dans le calcul du résultat dilué par action en raison de leur effet antidilutif en 2003.

Le tableau suivant présente l'information pro forma sur le bénéfice net, le résultat par action et le résultat dilué par action calculés selon la méthode de la juste valeur marchande pour le régime d'options sur actions. Les rajustements pro forma

s'appliquent aux nouvelles attributions depuis l'adoption, le 1^{er} janvier 2002, des normes de rémunération à base d'actions à l'exception de celles attribuées en 2003 pour lesquelles une charge de rémunération a été comptabilisée, comme décrit à la note 2.

La juste valeur de chaque option attribuée est estimée à la date d'attribution à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

| | Trimestres terminés les 30 juin | | Semestres terminés les 30 juin | |
|---|---------------------------------|-------------|--------------------------------|-------------|
| | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 |
| <i>(en milliers de dollars, sauf pour les montants par action)</i> | | | | |
| Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires | | | | |
| Bénéfice net découlant des activités poursuivies | 67 635 \$ | 100 840 \$ | 111 171 \$ | 156 218 \$ |
| Dividendes sur actions privilégiées | (2 385) | (2 385) | (4 769) | (4 769) |
| Rajustements pro forma | (467) | (1 030) | (923) | (1 328) |
| Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires découlant des activités poursuivies | 64 783 \$ | 97 425 \$ | 105 479 \$ | 150 121 \$ |
| Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires découlant des activités abandonnées | 2 931 \$ | (16 338) \$ | (1 717) \$ | (18 263) \$ |
| Bénéfice net pro forma attribuable aux actions ordinaires | 67 714 \$ | 81 087 \$ | 103 762 \$ | 131 858 \$ |
| De base : | | | | |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation | 138 683 | 138 891 | 138 976 | 138 355 |
| Résultat pro forma par action ordinaire découlant des activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,70 \$ | 0,76 \$ | 1,09 \$ |
| Résultat pro forma par action ordinaire découlant des activités abandonnées | 0,02 \$ | (0,12) \$ | (0,02) \$ | (0,13) \$ |
| Résultat pro forma par action ordinaire | 0,49 \$ | 0,58 \$ | 0,74 \$ | 0,96 \$ |
| Dilué : | | | | |
| Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation | 138 683 | 138 891 | 138 976 | 138 355 |
| Incidence des options sur actions en circulation | — | 69 | — | 79 |
| | 138 683 | 138 960 | 138 976 | 138 434 |
| Résultat pro forma par action ordinaire découlant des activités poursuivies | 0,47 \$ | 0,70 \$ | 0,76 \$ | 1,08 \$ |
| Résultat pro forma par action ordinaire découlant des activités abandonnées | 0,02 \$ | (0,12) \$ | (0,02) \$ | (0,13) \$ |
| Résultat pro forma par action ordinaire | 0,49 \$ | 0,58 \$ | 0,74 \$ | 0,95 \$ |

La juste valeur de chaque option attribuée est estimée à la date d'attribution à l'aide du modèle d'évaluation d'options de Black et Scholes, selon les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

| <i>30 juin</i> | <i>2003</i> | <i>2002</i> |
|----------------------------|-------------|-------------|
| Rendement des actions | 3.41 % | 3.10 % |
| Volatilité prévue | 25.30 % | 25.30 % |
| Taux d'intérêt sans risque | 4.33 % | 5.08 % |
| Durée contractuelle prévue | 6,4 ans | 7,8 ans |

15 RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

Au 30 juin 2003, la société offrait les régimes de rémunération à base d'actions suivants.

Régime d'options sur actions

En vertu du régime d'options sur actions, la société peut attribuer aux participants au régime des options visant jusqu'à 7 361 746 actions ordinaires, dont 2 698 073 options pour le même nombre d'actions ordinaires étaient en cours au 30 juin 2003 (2 680 450 au 31 décembre 2002). Le prix d'exercice de chaque option est égal au cours du marché des actions de la

société à la date d'attribution, et l'échéance maximale d'une option est de dix ans. Les options deviennent acquises trois ans après la date d'attribution en vertu du régime, dans une proportion égale tous les ans.

Voici un état sommaire du régime d'options sur actions de la société au 30 juin 2003 et au 31 décembre 2002 ainsi que des changements survenus pendant les périodes terminées à ces dates :

| | 30 juin 2003 | | 31 décembre 2002 | |
|---|------------------|-------------------------------|------------------|-------------------------------|
| | Nombre d'actions | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre d'actions | Prix d'exercice moyen pondéré |
| En cours au début de la période | 2 680 450 | 28,94 \$ | 2 558 275 | 26,67 \$ |
| Attribuées | 285 472 | 26,79 | 633 049 | 29,05 |
| Frappées d'extinction | (45 863) | 30,82 | (73 856) | 25,48 |
| Exercées | (221 986) | 17,95 | (437 018) | 16,86 |
| Options en cours à la fin de la période | 2 698 073 | 29,59 \$ | 2 680 450 | 28,94 \$ |
| Options exerçables à la fin de la période | 1 938 013 | 29,76 \$ | 1 668 501 | 27,61 \$ |

Le tableau suivant résume l'information sur les options sur actions en cours au 30 juin 2003.

| Fourchette des prix d'exercice | Options en cours | | | Options exerçables | |
|--------------------------------|------------------|---|-------------------------------|--------------------|-------------------------------|
| | Nombre en cours | Durée contractuelle restante moyenne pondérée en années | Prix d'exercice moyen pondéré | Nombre exerçable | Prix d'exercice moyen pondéré |
| 10,63 \$ – 15,72 \$ | 105 913 | 3,4 | 14,03 \$ | 105 913 | 14,03 \$ |
| 17,56 \$ – 20,08 \$ | 151 617 | 4,6 | 19,84 \$ | 151 617 | 19,84 \$ |
| 21,77 \$ – 25,55 \$ | 275 741 | 5,5 | 22,93 \$ | 275 741 | 22,93 \$ |
| 26,79 \$ – 34,90 \$ | 1 678 019 | 8,4 | 30,85 \$ | 1 031 701 | 32,61 \$ |
| 35,25 \$ – 38,10 \$ | 486 783 | 7,6 | 35,42 \$ | 373 041 | 35,42 \$ |
| | 2 698 073 | | 29,59 \$ | 1 938 013 | 29,76 \$ |

La société s'attend à ce qu'environ 95 % des attributions non acquises au 30 juin 2003 soient ultérieurement acquises.

15 RÉGIMES DE RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS suite

Régime d'épargne-actions des employés

En vertu du régime d'épargne-actions des employés, la société est autorisée à émettre jusqu'à 3 500 000 actions ordinaires à ses employés à plein temps, auquel la majorité d'entre eux est admissible.

En vertu des modalités de ce régime, les employés peuvent choisir chaque année d'avoir une partie de leurs gains de base annuels retenus pour l'achat d'actions ordinaires de la société. La société participe au régime au nom des participants admissibles, selon une formule prescrite. Le prix d'achat de l'action est la moyenne arithmétique du cours de clôture des actions négociées à la Bourse de Toronto au cours des cinq jours précédents jusqu'à la date de versement des dividendes inclusivement. Plus de 80 % des employés admissibles participent au régime.

Régime d'options sur actions des employés d'une filiale

Une filiale de la société a un régime d'options sur actions pour ses propres actions. En vertu de ce régime, la filiale est autorisée à attribuer des options d'achat d'actions aux participants au gré du conseil d'administration. Le prix d'exercice de chaque option équivaut à la juste valeur marchande des actions de la société à la date d'attribution, et la durée maximale est de dix ans. Les options sont entièrement acquises à la date où elles sont attribuées en vertu du régime. Un participant peut choisir d'encaisser les options plutôt que d'exercer celles-ci.

Au 30 juin 2003, 834 029 (565 414 au 31 décembre 2002) options étaient en cours et exerçables. La durée contractuelle restante moyenne pondérée de ces options est de 7,0 ans (8,0 ans au 31 décembre 2002) à un prix d'exercice moyen pondéré de 9,42 \$ (8,00 \$ au 31 décembre 2002).

16 ENGAGEMENTS À TITRE DE PRENEUR

Les paiements futurs minimums estimatifs en vertu des contrats de location-acquisition pour les cinq prochains exercices et par la suite sont comme suit : 2003 – 27,0 millions de dollars; 2004 – 45,9 millions de dollars; 2005 – 45,3 millions de dollars; 2006 – 44,3 millions de dollars; 2007 – 46,8 millions de dollars; et subséquemment 210,3 millions de dollars.

17 ÉVENTUALITÉS

a) Une action a été intentée contre la société par 132 anciens employés qui ont pris une retraite anticipée en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1998. Les anciens employés réclament des dommages-intérêts qui pourraient totaliser plus de 9 millions de dollars, ce qui correspond à la différence entre le montant qu'ils ont reçu au moment de leur départ à la retraite en 1998 et le montant qu'ils auraient reçu s'ils avaient pris leur retraite en vertu du programme d'encouragement à la retraite anticipée de 1999. L'issue de cette affaire ne peut être déterminée à l'heure actuelle.

b) Le 30 mai 2002, le CRTC a rendu la décision de plafonnement des prix qui prescrit les nouvelles règles pour établir la tarification de certains services de télécommunications fournis par des entreprises de services locaux titulaire («ESLT») pour les quatre prochaines années en vigueur à compter du 1^{er} juin 2002. La décision de plafonnement des prix requiert l'utilisation d'un nouveau mécanisme de compte de report pour éviter que les réductions de prix obligatoires n'aient une incidence négative sur la concurrence dans le marché des services locaux. Certaines réductions obligatoires de produits d'exploitation sont accumulées dans un compte de report portant intérêt. Le compte de report sera réduit par l'une des situations suivantes ou par une combinaison de deux situations ou plus :

- les réductions de tarifs des services locaux résidentiels proposées résultant de la pression concurrentielle;
- certaines réductions de tarifs pour des services fournis à des concurrents;
- l'approbation de facteurs exogènes pour des questions indépendantes du contrôle des ESLT;
- les hausses de tarifs inférieures au montant par lequel l'inflation excède la productivité;
- les rabais pour les abonnés;
- le financement d'initiatives à l'avantage des abonnés du service résidentiel d'autres façons.

Selon les calculs de la société, le solde de son compte de report s'établissait à 10,2 millions de dollars au 30 juin 2003 (9,6 millions de dollars au 31 décembre 2002). La société n'a pas constaté le compte de report à titre de passif dans ses états financiers, car elle a présenté au CRTC une demande d'approbation de réduction du compte de report par des moyens autres que des rabais ou des réductions de tarifs. Si le CRTC rejette la demande et exige que la société réduise ses tarifs ou accorde des rabais, le montant du compte de report sera imputé aux résultats et constaté à titre de passif.

18 CHIFFRES CORRESPONDANTS

L'information financière correspondante a été retraitée afin de la rendre conforme à la présentation adoptée pour 2003.

Détenteurs d'AIT

Nous sommes là pour aider

Pour en savoir plus à propos d'Aliant, visitez notre site Web à l'adresse www.aliant.ca. Communiquez avec le service des relations avec les investisseurs pour obtenir de plus amples informations financières et statistiques et pour en savoir plus sur les développements de l'industrie.

Téléphone : 1 877 248-3113 (sans frais au Canada et aux États-Unis)

Télécopieur : 1 877 498-2464 (sans frais au Canada et aux États-Unis)

Courriel : investor.relations@aliant.ca

Adresse postale : Relations avec les investisseurs Aliant

C.P. 1113, Station centrale RPO

Halifax NS B3J 2X1

Communiquez avec notre agent des transferts, Compagnie Trust CIBC Mellon, pour obtenir de plus amples renseignements sur le régime de réinvestissement des dividendes et d'achat d'actions et pour avoir des réponses à vos questions.

Téléphone : 1 800 387-0825 (sans frais au Canada et aux États-Unis)

Courriel : inquiries@cibcmellon.com

Site Web : www.cibcmellon.com

Adresse postale : Compagnie Trust CIBC Mellon

Correspondance avec les investisseurs

C.P. 7010, Adelaide Street Postal Station

Toronto ON M5C 2W9

Où nous sommes cotés

Nos actions sont cotées à la Bourse de Toronto. Le symbole d'Aliant au téléscripneur est AIT.

Dépôt direct des dividendes

Les porteurs d'actions ordinaires inscrits peuvent faire verser leurs dividendes électroniquement dans leur compte bancaire (au Canada seulement).

Communiquez avec Compagnie Trust CIBC Mellon.

Dates de l'inscription et du paiement des dividendes en 2003*

| Dates de clôture des registres | Dates de versement |
|--------------------------------|--------------------|
| 15 mars | 30 mars |
| 15 juin | 30 juin |
| 15 septembre | 30 septembre |
| 15 décembre | 30 décembre |

* Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration

Données sur le rendement

(aux 30 juin)

| | 2003 | 2002 | Variation % |
|--|-------------|-------------|-------------|
| Services d'accès au réseau — ligne terrestre | 1 513 862 | 1 526 753 | (0,8) |
| Services d'accès au réseau — cellulaire | 573 412 | 506 639 | 13,2 |
| Abonnés Internet — haute vitesse | 105 117 | 84 722 | 24,1 |
| Abonnés Internet — commuté ordinaire | 188 754 | 193 554 | (2,5) |
| Minutes d'appels interurbains | 855 955 000 | 889 156 000 | (3,7) |

Régime de réinvestissement des dividendes

Les porteurs d'actions ordinaires inscrits d'Aliant peuvent réinvestir leurs dividendes, automatiquement et sans frais, dans des actions additionnelles de la société. De plus, un maximum de 10 000 \$ en actions de la société peut être acheté chaque trimestre avec des paiements au comptant facultatifs. Tous les frais d'administration sont payés par la société. Une brochure comprenant les informations concernant le régime de réinvestissement et d'achat d'actions peut être obtenue en communiquant avec Compagnie Trust CIBC Mellon.

Distribution électronique des documents

Les actionnaires inscrits peuvent obtenir les informations pour les investisseurs et les rapports d'Aliant par voie électronique au lieu des envois postaux traditionnels. Pour accéder au formulaire d'inscription en ligne, allez sur le site Web de notre agent de transferts à l'adresse www.cibcmellon.com/electronicdelivery et suivez les instructions simples.

Agent comptable des registres d'actions et agent des transferts

Compagnie Trust CIBC Mellon

Dépositaire des obligations, agent comptable des registres d'actions et agent des transferts

Computershare Investor Services et Compagnie Trust CIBC Mellon

Notice annuelle

La notice annuelle, tel qu'elle est déposée auprès des commissions canadiennes des valeurs mobilières, est disponible sur demande. Pour obtenir de plus amples renseignements sur la société, les investisseurs institutionnels, les courtiers et les analystes en valeurs mobilières, communiquez avec la direction des relations avec les investisseurs d'Aliant.

Fourchettes des cours des actions ordinaires*

| | Avril | Mai | Juin |
|-----------|----------|----------|----------|
| Haut | 29,34 \$ | 29,46 \$ | 30,50 \$ |
| Bas | 27,28 \$ | 27,25 \$ | 28,66 \$ |
| Fermeture | 28,00 \$ | 29,40 \$ | 29,13 \$ |

* Bourse de Toronto

À propos de la page couverture

Puissants. Dynamiques. Endurants. Les Canadiennes et les Canadiens de l'Atlantique ont tous un point en commun : l'océan. Celui-ci a forgé notre histoire et défini notre peuple. Chez Aliant, nous rassemblons également les Canadiennes et les Canadiens de l'Atlantique par la technologie pour les aider à embrasser le présent et à construire l'avenir.

Photographie prise à Peggy's Cove en Nouvelle-Écosse.

Notre vision

*«Être l'entreprise la plus ancrée dans
le cœur et l'esprit des Canadiennes
et des Canadiens de l'Atlantique.»*

Aliant Inc.
1 877 248-3113
investor.relations@aliant.ca
www.aliant.ca



chez vous. pour vous.